

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

LE SOCIALISME ET LA COOPÉRATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 4 Juillet 1904

PAR

L. BRUNEAU

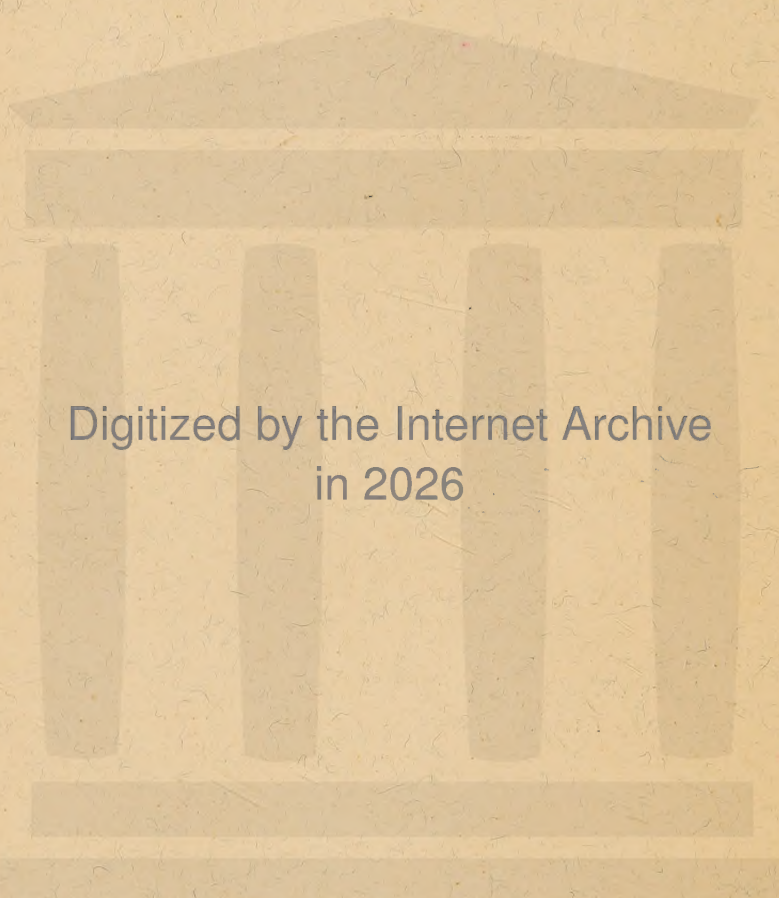
Docteur en Droit,
Docteur ès sciences politiques et économiques.

JURY D'EXAMEN :

MM. EDMOND VILLEY, professeur-doyen, *président*;
JULES CABOUAT, professeur;
EDGARD ALLIX, *agrégé*.

COULOMMIERS
IMPRIMERIE PAUL BRODARD

1904



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41548417_0016

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

LE SOCIALISME ET LA COOPÉRATION

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Soutenue le 4 Juillet 1904



PAR

L. BRUNEAU

Docteur en Droit,
Docteur ès sciences politiques et économiques.

JURY D'EXAMEN :

MM. EDMOND VILLEY, professeur-doyen, *président*;
JULES CABOUAT, professeur;
EDGARD ALLIX, *agrégé*.

COULOMMIERS
IMPRIMERIE PAUL BRODARD

1904

UNIVERSITÉ DE CAEN — FACULTÉ DE DROIT

ANNÉE SCOLAIRE 1903-1904

DOYEN :

M. EDMOND VILLEY (*, I. ☉), correspondant de l'Institut, membre du Conseil supérieur de l'Instruction publique.

PROFESSEURS :

- MM. DANJON (I. ☉), assesseur du doyen, professeur de *Droit commercial*, chargé du cours de *Droit maritime*.
EDMOND VILLEY (*, I. ☉), professeur d'*Économie politique*, chargé du cours de *Droit constitutionnel comparé*.
LAISNÉ DES HAYES (☿, A. ☉), professeur de *Droit civil*.
GUILLOUARD (*, I. ☉, C. ✕, G. O. ✕, C. I. C. ✕, O. ✕, L. ✕), professeur de *Droit civil*.
LEBRET (I. ☉), (ancien député du Calvados, ancien ministre de la Justice), professeur de *Droit civil*, chargé du cours de *Législation financière*.
CABOUAT (I. ☉), professeur de *Droit international public et privé*, chargé du cours de *Législation industrielle*.
BIVILLE (A. ☉), professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit administratif*.
DEBRAY (A. ☉), professeur de *Droit romain* et chargé d'un cours d'*Histoire du Droit français*, et du cours de *Pandectes*.
LE FUR, professeur de *Droit administratif* et chargé du cours d'*Éléments de Droit constitutionnel*.
ASTOUL, professeur de *Droit romain* et chargé du cours sur la *Coutume de Normandie*.
DEGOIS, professeur de *Droit criminel*, chargé du cours de *Droit civil approfondi et comparé*.

AGRÉGÉS :

- MM. GÉNESTAL DU CHAUMEIL, chargé des cours d'*Histoire générale du Droit français* et d'*Histoire du Droit public français*.
ALLIX, chargé des cours d'*Économie politique* (doctorat) et d'*Histoire des doctrines économiques*.

SECRÉTAIRE :

M. GILLET (I. ☉), secrétaire de l'Université de Caen.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE SOCIALISME

ET

LA COOPÉRATION

CHAPITRE I

Le Collectivisme et l'Évolution Commerciale.

A mesure que les sociétés progressent, que la civilisation grandit, et que les communications, de plus en plus faciles, multiplient les échanges entre les individus, les cités et les peuples, la division du travail, suivant un développement parallèle, accroît à l'infini la multiplicité des tâches et, par là même aussi, fortifie les liens de dépendance mutuelle de tous les travailleurs unis dans une même et gigantesque solidarité sociale. A l'analyse rendue nécessaire par les progrès incessants de toutes les industries correspond ainsi un travail de coordination qui, rassemblant en une vaste synthèse les efforts individuels dispersés, permet de les utiliser au mieux des intérêts communs. Il semble donc que l'on puisse classer en des catégories distinctes les phases diverses de l'évolution sociale ; famille, corporation, manufacture, machinofacture, paraissent être les rouages successifs auxquels se trouve confié le mécanisme de la production et de l'échange, formes supérieures les unes

aux autres, organisations devenues bientôt trop étroites, et qui ne tardent pas à disparaître devant des organisations nouvelles adaptées aux exigences toujours plus grandes des besoins.

Parmi les écoles qui tentent de continuer dans l'avenir le chemin jalonné dans le passé par des institutions aujourd'hui déchuës, le collectivisme occupe une place importante, autant par la hardiesse de ses conceptions que par les transformations profondes auxquelles il croit destiné l'ordre social. Embrassant d'un coup d'œil hardi l'évolution industrielle, les collectivistes y voient un puissant effort, se poursuivant à travers les siècles, dans le sens de la socialisation de la propriété, par la concentration des moyens de production et d'échange. Si l'on en croit en effet les fondateurs du socialisme scientifique et leurs disciples, l'évolution économique actuelle tend à une concentration de plus en plus considérable des entreprises industrielles, agricoles et commerciales, à une diminution constante « du nombre des magnats du capital », et cette centralisation est la condition même de l'avènement du régime socialiste et de la substitution de la propriété collective à la propriété individuelle : « A mesure que diminue le nombre des magnats du capital, qui usurpent et monopolisent tous les avantages de ce processus de transformation, s'accroît la misère, l'oppression, l'esclavage, la dégradation, l'exploitation, mais aussi la résistance de la classe ouvrière, sans cesse grossissante et de plus en plus disciplinée, unie et organisée par le mécanisme même de la production capitaliste. Le monopole du capital devient une entrave pour le mode de production qui a grandi et prospéré avec lui et sous ses auspices. La socialisation du travail et la centralisation de ses ressorts matériels arrivent à un point où elles ne peuvent plus tenir dans leur enveloppe capitaliste. Cette enveloppe se brise en éclats. L'heure de la propriété capitaliste a sonné. Les expropriateurs sont

à leur tour expropriés.¹ » Admise de nos jours encore avec une confiance aveugle par nombre de marxistes impénitents, cette thèse de la concentration capitaliste est, chez Marx et Engels, en corrélation étroite avec leurs théories de la valeur reposant sur le travail et de la plus-value.

L'état économique actuel, disent ces théoriciens, se caractérise par ce fait que « les hommes sont opposés les uns aux autres en leurs qualités respectives d'acheteurs et de vendeurs ». L'ouvrier est vendeur de sa force-travail au capitaliste qui la lui achète à un prix convenu, le salaire, déterminé par les frais d'entretien du travailleur. Mais ce travail vivant employé, qui a coûté au capitaliste le salaire, lui rapporte un revenu excédant ce salaire, la contre-valeur de la valeur du travail (valeur du travail = valeur de la somme de travail que contient le produit fabriqué par l'ouvrier); c'est la différence entre ces deux éléments qui constitue la plus-value, et le capitaliste a une tendance naturelle et constante à augmenter cette plus-value, ou, tout au moins, à ne la laisser jamais diminuer. Que faut-il pour cela? Une augmentation de production et, en outre, car la libre concurrence tend à ramener le prix des objets fabriqués à un niveau normal, une diminution corrélative des frais de production. Or, s'il y a trois moyens de diminuer les frais de production, réduire les salaires, augmenter les heures de travail, augmenter la productivité du travail; « comme, pour le premier et le second de ces expédients, il est toujours des limites, toute l'énergie du capitaliste se dirige forcément vers le troisième ». De là résulte le perfectionnement continu, la concentration toujours plus grande de la propriété, étant donné la supériorité productive de la grande industrie sur la petite.

Cette théorie, pour le cas particulier qui doit seul nous occuper ici de l'industrie commerciale, s'affirme dans le

1. K. Marx, *Le Capital*, I, ch. xxxii.

socialisme marxiste avec d'autant plus de vigueur que fort étroitement limitée y est la sphère du travail créateur de plus-value. Il ressort en effet du troisième volume du *Capital*, que le travail de production seul est créateur de plus-value; le commerce se réduit ainsi au rôle d'auxiliaire de la production et n'augmente la plus-value qu'indirectement, « en enlevant à l'entreprise industrielle une partie des travaux qui lui incomberaient sans cela et en réduisant ainsi ses faux-frais ». Les commerçants en gros et leurs employés ne sont plus que des commis métamorphosés des manufacturiers et leurs profits que des faux-frais transformés et concentrés de ces derniers; en d'autres termes, les profits des commerçants, avec les salaires de leurs employés, « constituent une déduction, un rabais, de la plus-value créée dans l'industrie »¹. Par suite, s'il était vrai que la plus-value et la concentration constituassent, comme le veut Marx, les fatalités du capitalisme, s'il était exact que la production actuelle dût tendre inéluctablement vers une *composition organique supérieure* — caractérisée par la centralisation, condition nécessaire d'une augmentation de la productivité du travail, et, en conséquence, d'une diminution des frais de production —, il nous semblerait logique que le capitalisme réduisît ces faux-frais de la production qui viennent grever la plus-value, en d'autres termes éliminât de plus en plus le petit et le moyen commerce; de la sorte en effet se trouverait réalisée une concentration commerciale qui permettrait d'abaisser le prélèvement exercé par les intermédiaires sur la plus-value industrielle.

Que les choses se passent dans la réalité de tout autre façon, c'est ce que va nous montrer, pour la France, l'examen rapide des documents statistiques publiés soit

1. Sur ce point particulier de l'analyse du capital-de-commerce (*Warenhandlungskapital*), telle qu'elle ressort du troisième volume du *Capital*, voir Bernstein, *Socialisme théorique et Socialdémocratie pratique*, p. 73-74.

par l'Office du Travail, soit par l'Administration des Finances.

Si l'on en croit les *Résultats statistiques du recensement des industries et professions*, publiés à la suite du dénombrement de la population en 1896 par la direction de l'Office du Travail, le nombre de *patrons commerçants*, qui est de 400 038 en 1861, s'élève à 595 572 en 1872 et à 670 939 en 1881 pour descendre à 503 000 en 1896¹. Le nombre d'*établissements commerciaux* (sous ce nom d'établissement la statistique englobe et les établissements où travaillent au moins deux personnes, et les commerçants sans employés), passe de 344 340 en 1856, à 760 000 en 1896, soit une augmentation de 120,7 p. 100 en quarante ans. En 1896, le classement des établissements de commerce d'après l'importance du personnel donne les résultats suivants :

Proportion des établissements de commerce comprenant :	{	de 1 à 4 salariés..	90	p. 100
		de 5 à 50 — ..	9,82	—
		de 50 à 500 — ..	0,18	—

La règle est donc, en matière commerciale, contrairement à l'affirmation du collectivisme marxiste, que le moyen et le petit commerce font preuve d'une incontestable vitalité, et que la concentration, en ce qui les concerne, ne semble nullement en voie de réalisation prochaine. Les résultats statistiques sont encore plus probants si l'on examine la progression du nombre des patentés depuis une dizaine d'années, telle qu'elle résulte des tableaux dressés par l'administration des finances pour la perception de l'impôt. La comparaison des totaux des tableaux A et B, compre-

1. Il semble résulter de ces deux derniers chiffres que, de 1881 à 1896, le nombre de patrons commerçants a sensiblement diminué, et qu'en conséquence une certaine concentration s'est produite dans l'industrie commerciale. Il n'en est rien et la diminution n'est qu'apparente; jusqu'en 1896 en effet, les chiffres précités englobent l'ensemble des *établissements commerciaux*, tandis que la statistique pour l'année 1896 ne vise que les *patrons commerçants*.

nant la totalité des commerçants, accuse depuis 1852 une augmentation continue :

Années.	Tableau A.	Tableau B.	Années.	Tableau A.	Tableau B.
1852...	1 176 140	7 888	1894...	1 431 679	17 903
1859...	1 488 918	11 513	1895...	1 439 864	17 810
1869...	1 247 860	14 462	1896...	1 449 273	17 995
1873...	1 302 439	16 710	1897...	1 459 402	18 356
1880...	1 353 987	16 239	1898...	1 469 475	18 520
1885...	1 394 649	16 607	1899...	1 477 851	18 489
1890...	1 411 396	17 182	1900...	1 480 868	18 879
1891...	1 441 508	17 637	1901...	1 481 059	18 895
1892...	1 443 835	17 612	1902...	1 493 966	18 827
1893...	1 422 109	17 797	1903...	1 506 520	18 787

Ainsi donc, tandis que le haut commerce (représenté par les patentés du tableau B), double en cinquante ans et paraît ainsi réaliser une certaine concentration de l'industrie commerciale, le petit et le moyen commerce n'en continuent pas moins à subsister à côté de lui, et s'accroissent dans le même laps de temps de 28 p. 100. Il y a plus, et la comparaison des résultats statistiques en ce qui concerne le commerce et l'industrie productive fournit un argument décisif contre les théories marxistes; voici par exemple quel fut, depuis 1871, le mouvement du nombre des patentés :

	1871	1885	1895	1903
Nombre des patentés du tableau A.....	1 140 421	1 394 649	1 439 864	1 506 520
Nombre des patentés du tableau B.....	13 008	16 607	17 810	18 787
Nombre des patentés du tableau C.....	184 099	196 777	193 667	193 707

Par conséquent, alors que, dans une période de trente-deux ans, le commerce ordinaire augmente de 32,2 p. 100 et le haut commerce de 44,4 p. 100, les industriels producteurs ne s'accroissent que de 5,21 p. 100 et semblent même en voie de dégression depuis 1885. Non seulement

donc on ne peut constater de concentration dans l'industrie commerciale (représentée par les patentés des tableaux A et B, formant le capital-de-commerce et le capital-de-banque dont traite le troisième volume du *Capital*), mais de plus, fait en contradiction absolue avec la manière de voir de Marx sur le commerce, le nombre des entreprises commerciales progresse d'une façon infiniment plus rapide que celui des entreprises industrielles. Cette règle paraît donc s'imposer que *la concentration commerciale est, à l'heure actuelle, en raison inverse de la concentration industrielle*. Ne serait-il pas logique au contraire, si la société évoluait conformément au processus théorique tracé par le marxisme, que les capitalistes industriels cherchassent dans une réduction des intermédiaires un moyen de diminuer les faux-frais qui viennent grever la plus-value?

L'erreur fondamentale du marxisme fut de considérer comme intimement unies l'une à l'autre la théorie de la lutte de classe, dont il avait puisé les premiers germes dans les socialistes précédents, et celle de l'évolution capitaliste, dont le principe lui fut fourni par la philosophie hégélienne. Sous l'influence pernicieuse d'une dialectique subtile, Marx érigea en entités métaphysiques, en catégories abstraites, les termes de l'antinomie qu'il se plut à évoquer au sein de la société bourgeoise. Pour assurer au *Proletariat* victorieux l'assujettissement du *Capital*, il pensa trouver dans l'*Entwicklung* cher à Hegel la clef qui donnerait enfin à l'antique esclave une absolue liberté, et crut que dans un laps assez court de temps la diminution des « magnats du capital » amènerait fatalement le triomphe des prolétaires organisés. « Les communistes ne s'abaissent pas à dissimuler leurs opinions et leurs buts. Ils proclament hautement que ces buts ne pourront être atteints sans le renversement violent de tout ordre social actuel. Que les classes régnautes tremblent à l'idée d'une révolution communiste. Les prolétaires n'ont rien à y perdre, hors

leurs chaînes. Ils ont un monde à y gagner. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ¹ ! »

L'idée d'un mouvement révolutionnaire était donc la clef de voûte du marxisme, et l'évolution n'était utile au système qu'autant qu'elle préparait la révolution. Aussi le socialisme scientifique devait-il être fatalement amené, pour arriver au but qu'il désirait atteindre, à construire le processus de l'évolution sociale suivant des idées conçues *a priori*, à grossir démesurément les faits favorables à sa thèse, à négliger certaines tendances qui lui semblaient contraires. La concentration ne cessa jamais d'apparaître aux collectivistes purs comme la fatalité du capital, parce qu'ils lui donnaient un corollaire nécessaire à leurs doctrines, la diminution du nombre des possédants ; elle s'imposa tellement à leur esprit qu'elle leur cacha nombre de phénomènes économiques, à l'état embryonnaire encore lors de la rédaction du *Capital*, mais dont il serait puéril de méconnaître plus longtemps l'importance. Une observation plus attentive des faits eût permis aux successeurs de Marx et d'Engels, théoriciens de l'action révolutionnaire, d'abandonner, en même temps que le dogme d'une concentration réalisable à brève échéance, cette affirmation erronée que l'évolution économique tend à une diminution constante du nombre des possédants. Si l'absolu de formules manifestement trop étroites n'avait contraint les fondateurs du collectivisme à torturer les statistiques et à méconnaître l'évidence, ils auraient pu conclure que la concentration des entreprises peut marcher de pair avec la dissémination des capitaux, que « la formation d'excroissances du capital par des fractionnements, entrevue seulement par Marx, présente une importance capitale, et qu'à bien prendre les destinées futures du commerce dépendent moins d'une progression continue de la centralisation

1. *Manifeste du Parti Communiste*, p. 60.

industrielle que de l'augmentation indéfinie du nombre de capitalistes néo-commerçants.

Aussi, depuis quelques années, une école nouvelle, abandonnant une thèse condamnée par les faits ¹ s'efforce de concilier la doctrine collectiviste avec des réalités devenues trop tangibles pour être plus longtemps dédaignées. En un livre récent qui constitue, au point de vue de l'industrie proprement dite, la meilleure réfutation des doctrines de Marx ², Bernstein démontre combien le développement continu des sociétés par actions s'oppose à la centralisation des fortunes par la centralisation des entreprises, et Menger n'hésite pas à voir, dans ce fait que la forme *action* devient la forme dominante de propriété, le facteur le plus important qui pousse notre système de droit privé vers le collectivisme. « Ce fait juridique est plus important, dit-il, que la concentration économique des moyens de production en un petit nombre de mains sur laquelle insistent principalement Marx et d'autres socialistes. »

C'est un fait du même genre qui, touchant l'industrie commerciale, détermine depuis quelques années dans le collectivisme une orientation nouvelle et consacre peu à peu l'abandon de formules aujourd'hui surannées.

Lorsqu'à le socialisme scientifique parvint à enrayer en France un mouvement ouvrier plein de promesses, et que, à la suite de circonstances au détail desquelles sont

1. « Le socialisme et le mouvement socialiste des temps modernes ont déjà survécu à plusieurs superstitions, ils survivront bien encore à celle qui subordonne leur avenir à la concentration des richesses, ou, si l'on veut, à l'absorption de la plus-value par un groupe toujours se rétrécissant de mammoth capitalistes ». Bernstein, *Soc. théor. et Socialdém. prat.*, tr. fr., p. 87.

2. Publié en allemand sous le titre, *Die Voraussetzungen des Sozialismus u. die Aufgaben der Sozialdemokratie* (Stuttgart, 1899), traduit en français : *Socialisme théorique et Socialdémocratie pratique* (Paris, Stock, 1900). Sur les discussions passionnées qu'a soulevées en Allemagne ce néo-socialisme, v. dans la *Revue Socialiste* (janvier 1899), le compte rendu du Congrès de la Socialdémocratie allemande à Stuttgart.

consacrés les chapitres suivants, la propagation de théories erronées sur l'évolution commerciale eut remplacé toute action positive sur le terrain économique, les œuvres alors existantes, animées d'un esprit essentiellement contraire au marxisme, n'en continuèrent pas moins à subsister en dehors des doctrines nouvelles et, en quelque sorte, malgré elles. La défection du parti ouvrier n'eut pour résultat que de faire passer en d'autres mains la direction du mouvement coopératif. L'École de Nîmes, laissant aux doctrinaires de la révolution le soin des spéculations arides et des vaines discussions, continua les traditions fouriéristes et proudhoniennes et chercha dans les associations dédaignées des marxistes la solution pacifique de la question sociale; sous ses auspices, les sociétés de consommation prospérèrent rapidement.

La France, qui ne comptait en 1866-1867, aux origines obscures du coopératisme, que 70 sociétés de consommation¹, semble depuis quelques années offrir à la naissance de sociétés nouvelles un terrain favorable, et voici, depuis 1892, la progression suivie par le mouvement coopératif² :

En 1892.....	938 sociétés		En 1898.....	1 463 sociétés
— 1893.....	988 —		— 1899.....	1 456 —
— 1894.....	1 109 —		— 1900.....	1 490 —
1895.....	1 224 —		— 1901.....	1 597 —
— 1896.....	1 254 —		— 1902.....	1 861 —
— 1897.....	1 351 —		— 1903.....	1 940 —

Le nombre des sociétés coopératives de consommation a donc doublé dans une période de dix ans, et, bien que la progression ascendante semble, selon toutes probabilités, devoir se restreindre par la suite, le développement des

1. Chiffres donnés par l'*Almanach de la Coopération française pour l'année 1867*.

2. Voir la statistique dressée par les soins du Comité central de l'Union coopérative dans l'*Almanach de la Coopération française* (1903) et les renseignements publiés dans le *Bulletin de l'Office du travail* (1903).

groupements de consommateurs n'en continuera pas moins, par le recrutement d'adhérents toujours plus nombreux. Bien qu'il soit fort difficile, étant donné l'incertitude des renseignements statistiques, d'obtenir un degré suffisant d'approximation relativement au nombre des sociétaires, les chiffres publiés par l'Office du Travail permettent néanmoins de bien augurer de l'avenir réservé sur ce point aux sociétés qui nous occupent.

Si l'on en croit la statistique dressée en 1902 par l'Office, d'après les renseignements fournis par les préfets¹, il existait au 31 juillet 1902, 703 sociétés s'occupant de boulangerie et 938 de ventes diverses; 366 sociétés appartenant à la première catégorie et 297 à la seconde, furent seules à indiquer le nombre de leurs membres (sociétaires et adhérents) accusant, les unes un total de 44 169, les autres de 116 269, soit une moyenne de 120,6 membres au premier cas, de 391,5 au second. En conséquence, admettant que l'on puisse généraliser ces résultats moyens², les 703 sociétés ne s'occupant que de boulangerie groupaient, au 31 juillet 1902, 84 781 membres, et les 938 sociétés s'occupant de ventes diverses, 367 227 membres. Le nombre des coopérateurs français était donc, à cette date, de 452 000. Or, on peut affirmer sans grandes chances d'erreur que chaque coopérateur représente une famille de quatre personnes au moins, de telle sorte que la population coopérative était de 1 810 000 personnes environ, soit plus de 4 p. 100 de la population totale.

Quant au chiffre d'affaires réalisé chaque année, la statistique précitée ne fournit aucun renseignement. Il semble pourtant que le montant annuel des ventes des

1. *Bulletin de l'Office du travail*, n° de septembre 1902, p. 602.

2. MM. Gide et Jullien interprètent de façon sensiblement différente la statistique de l'Office. Voir *l'Association Coopérative*, 18 octobre 1902, et le *Mouvement Socialiste*, 1^{er} mars 1903, p. 468.

sociétés coopératives de ventes diverses puisse être fixé à 415 francs par sociétaire, soit 152 millions et demi pour les 938 sociétés de cette nature, et celui des sociétés de boulangerie à 180 francs par sociétaire, soit 15 millions pour les 703 boulangeries coopératives¹. Le total des ventes annuelles peut donc être évalué pour l'ensemble des sociétés à 170 millions en chiffres ronds. Tel était pour 1902 le chiffre d'affaires de la coopération de consommation française.

Quelque incertains qu'ils puissent être, ces chiffres n'en présentent pas moins une importance capitale. Il semble en résulter en effet que, tout au moins en ce qui concerne l'industrie commerciale, l'évolution économique ne se produit d'aucune façon suivant le schéma dressé par le collectivisme scientifique. A côté d'intermédiaires plus ou moins nombreux s'élève et grandit de jour en jour une institution nouvelle; peu importe dès lors, au sujet des transformations qu'un avenir incertain réserve à l'industrie commerciale, que cette dernière présente un degré de concentration sans cesse plus accentué, si l'on peut découvrir en d'autres phénomènes le lien intime qui reliera le présent au futur. Aussi la coopération triomphe-t-elle chaque jour davantage des formules antiques condamnées par les faits; plus puissante que l'intransigeance des dogmes collectivistes, l'idée coopérative semble devoir bientôt être pleinement victorieuse, et, dans leurs vues sur l'avenir des sociétés, les nouvelles écoles socialistes s'accordent à lui concéder la place d'honneur à laquelle lui donne droit le succès qu'elle obtient depuis dix ans dans la pratique.

1. En admettant, avec M. Jullien (*Mouvement Socialiste*, du 1^{er} mars 1903), que chaque sociétaire fasse une consommation quotidienne de 2 kilos de pain au prix moyen de 0 fr. 27 le kilo.

CHAPITRE II

Le Collectivisme et la Coopération.

L'erreur principale du marxisme, comme nous l'avons montré le chapitre précédent, fut de construire, sur la foi de principes métaphysiques, une philosophie de l'évolution manifestement contraire aux réalités économiques. A cette méconnaissance voulue de la vie extérieure vint s'ajouter la hantise des formules révolutionnaires; l'action politique est seule capable d'assurer au prolétariat la suprématie désirable et la conquête du pouvoir; en conséquence, la pratique syndicale doit être seule préconisée, comme étant une forme directe de la lutte de classe contre le capitalisme. Les associations, en admettant qu'elles puissent réussir — ce que ne prouvent guère les expériences désastreuses faites alors — ne sont que des palliatifs de minime importance, engourdissant les ouvriers, incapables à satisfaire le bonheur du plus grand nombre.

Ces raisons nous expliquent que le collectivisme pur ait fort longtemps méconnu la portée des groupements coopératifs et que la lutte contre ces derniers s'affirme aux origines mêmes du système. L'acte qui peut être considéré comme la base constitutive de la socialdémocratie allemande, la *Réponse ouverte au Comité Central de Leipzig*, n'est dans toute sa première partie qu'un réquisitoire violent de Lassalle contre le système de Schultze von Delitsch. Seules pourtant les sociétés de consommation trouvent grâce devant le brillant agitateur, car elles peuvent, dans certains cas, améliorer l'existence matérielle des travailleurs, mais on aurait grand tort de les considérer comme

l'universelle panacée. Le taux des salaires est en effet réglé par une loi inflexible qui tend sans cesse à ramener au strict indispensable pour vivre et pour se perpétuer le prix de location du travail humain; si, dans ces conditions, l'extension des sociétés de consommation abaissait le coût de l'existence ouvrière, il en résulterait nécessairement une diminution corrélative des salaires, de telle sorte que la généralisation du système petit-bourgeois de Schultze ne profiterait en définitive qu'aux seuls patrons.

Tout en reléguant la loi d'airain parmi les armes rouillées dont s'emplit au cours des temps l'arsenal collectiviste, Marx n'en partage pas moins l'opinion de Lassalle sur les sociétés coopératives de consommation. Le scepticisme qu'il témoigne dans son *Dix-huit Brumaire* relativement aux associations ouvrières se tempère par la suite, et le *Capital* (I. III-1, p. 427) voit dans la coopération de production une « forme de transition du mode de production capitaliste au mode de production associé »; mais, en aucun endroit de l'œuvre maîtresse de Marx, pas plus que dans la *Lettre sur le projet de programme de Gotha*, il n'est fait mention des sociétés de consommation. Un projet de motion présenté par le Comité Général au premier Congrès de l'Alliance Internationale des Travailleurs (Genève, 1866), et rédigé selon toute vraisemblance par Marx lui-même, est seul à attester qu'il n'avait pas entièrement méconnu le mouvement coopératif d'alors : « C'est le devoir de l'Association Internationale des Travailleurs de coordonner les mouvements spontanés des classes laborieuses, de les généraliser et de leur donner de l'unité, mais non de leur dicter ou de leur imposer des systèmes doctrinaires de n'importe quel genre. Le Congrès ne devrait pas, par suite, se prononcer pour un système particulier de coopération, mais se borner à la déclaration de quelques principes généraux : 1° Nous reconnaissons dans le mouvement coopératif un des ressorts de transformation de la société pré-

chait dans l'association de production le moyen le plus efficace d'arriver à l'émancipation de la classe ouvrière, la très grande généralité des praticiens se prononce aujourd'hui en faveur de la création de sociétés de production par les associations de consommateurs, les premières n'étant que des services particuliers des secondes, au contrôle et à l'administration desquelles elles seront entièrement soumises.

En effet, dit-on, à supposer que la totalité de la production appartint à des sociétés autonomes de production, rien ne serait changé au régime économique actuel, et la transformation n'aurait pour résultat que de substituer aux capitalistes producteurs des organisations complètement indépendantes les unes des autres, ayant chacune des intérêts divergents, parce que leurs membres, « n'étant associés que pour eux-mêmes, sont associés contre tout le monde ». L'égoïsme des individus ferait place à l'égoïsme corporatif, plus dangereux certes pour l'intérêt général. Pour qu'il en soit autrement, il faut que la production soit organisée *par* et *pour* des groupes tels que l'intérêt des associés se confonde avec l'intérêt de la collectivité. Or, cette condition, nécessaire et suffisante à elle seule, ne peut être remplie que par les groupements de consommateurs. Alors en effet que, dans chaque groupement de producteurs, association de vendeurs, l'intérêt des membres (augmentation de la quote-part de profit) est contraire et à l'intérêt commun et à l'intérêt de tous les autres groupements de producteurs, dans les groupements de consommateurs au contraire, associations d'acheteurs, l'intérêt de tous les associés est en conformité absolue avec l'intérêt général, car il tend à la diminution du prix des produits, à la réduction constante des quote-parts de profit. Il est de l'intérêt fondamental et majeur de tous les membres de la collectivité que les marchandises dont ils ont besoin soient mises à leur disposition aux meilleures conditions possibles. « Tous consomment,

mais tous ne produisent pas, dit fort justement Bernstein. La meilleure même des associations productives, tant qu'elle n'est qu'une association de vente ou d'aliénation, se trouvera toujours dans un état d'antagonisme latent et aura toujours des intérêts particuliers vis-à-vis de la société tout entière. Avec une association productive, qui dirigerait pour son propre compte une branche quelconque de la production, ou du service public, la société aurait toujours les mêmes points de divergence qu'avec n'importe quelle entreprise capitaliste, et il resterait encore à savoir si une entente avec elle serait toujours plus facile à réaliser. »

En conséquence, et depuis ces dernières années, les socialistes français ont proposé que « les sociétés de production soient propriété commune de toutes les sociétés de consommation et ne constituent que des services de ces sociétés (à l'exemple des services de boulangerie), leurs fonds de réserve étant collectifs, remboursables à la dissolution ».

Dans ce système, les sociétés de consommation déjà constituées en fédérations pour l'organisation de la consommation, continueraient leur œuvre émancipatrice en créant des sociétés de production dont elles seraient les seules actionnaires et qu'elles administreraient. Le capital initial serait constitué, soit par un prélèvement sur les bonis, soit par des versements individuels volontaires, et les bénéfices réalisés par la société de production seraient répartis entre les sociétés de consommation au prorata de leurs achats, comme les trop-perçus sont, dans les sociétés de consommation, répartis entre les consommateurs. « La société de production, ainsi instituée, serait propriété collective, puisqu'elle serait la propriété de tous les consommateurs, et que tous les bénéfices qui en résulteraient seraient répartis aux sociétés de consommation, au prorata de leurs achats ».

C'est le système qu'adopta le quatrième Congrès Na-

tional de la Coopération Socialiste (Sotteville-lès-Rouen, 1903), en votant, dans la séance du 16 août la résolution suivante :

« Le Congrès,

« Considérant que la Coopération Socialiste a pour but l'application intégrale des principes du Parti ;

« Notamment la réalisation de la propriété collective et la suppression du bénéfice individuel ;

« En conséquence, engage les coopérateurs à créer, partout où ils le pourront, des sociétés de production, sous forme de services fédéraux ou interfédéraux, sous la gestion des organisations ouvrières ».

Bien que se heurtant à des difficultés réelles d'exécution, ce programme d'organisation de la production sous le contrôle et avec l'aide, soit des seules sociétés de consommation réunies en une fédération, soit de toutes les organisations ouvrières d'une même région, n'en a pas moins reçu un commencement d'exécution qui suffit à en démontrer la possibilité sur le terrain de la pratique. Nous voulons parler de la Verrerie Ouvrière d'Albi, créée en 1896 à la suite du conflit qui s'éleva entre les ouvriers de Carmaux et M. Rességuier.

Dès le début de la grève, l'idée fut émise de créer une usine appartenant à la totalité de la classe ouvrière. A la suite d'incidents multiples, ce projet paraissait devoir être abandonné, lorsque les membres de plusieurs sociétés de consommation de la région parisienne, formèrent un comité pour chercher les moyens de le réaliser, et, dans une réunion tenue par la Bourse le 20 novembre 1895, exprimèrent le vœu suivant : « Les Coopératives : l'Utilité sociale, la Lilasienne, l'Abeille Suresnoise, l'Égalitaire, la Laborieuse, la Prévoyante de Montmartre, l'Union des Transports, l'Union ouvrière, la Marmite, l'Avenir de Plaisance, la Ménagère, l'Ouvrière, l'Union sociale, l'Union ouvrière du XIII^e, la Bel-Air, décident d'aider les verriers

de Carmaux à se former en Coopérative, combattant la verrerie aux verriers, qui amènerait fatalement la substitution de l'ouvrier capitalisant au patron capitalisant ». Le même jour, les syndicats ouvriers se joignaient aux coopératives pour mener à bien la nouvelle entreprise. La Verrerie Ouvrière était née.

Un comité d'action de quarante-cinq membres fut nommé pour étudier les moyens financiers et légaux les plus propres à la réalisation rapide de l'œuvre entreprise ; il se composait de quinze membres pour les syndicats, de trente membres pour les sociétés de consommation et de production. Quelques sociétés de consommation votèrent des sommes assez importantes¹ qui, avec le don de 100 000 francs de Mme Dembourg, et le produit d'une tombola organisée par le comité d'action, constituèrent le capital initial de la nouvelle usine. Le 9 mars 1896, le premier quart du capital, soit 125 000 francs, fut versé et l'acte de constitution de la société anonyme « La Verrerie Ouvrière » fut signé devant un notaire d'Albi. Quinze hommes dévoués assumèrent toute la responsabilité de cette œuvre grandiose, seuls comptables vis-à-vis de la loi et des organisations ouvrières auxquelles ils devaient par la suite transférer les actions.

Le 25 octobre 1896, les fours étaient prêts à allumer ; la fabrication commença le 1^{er} janvier 1897. Le capital, aux trois quarts souscrit, atteignait alors 400 000 francs, somme insuffisante pour pourvoir à toutes les dépenses, estimées à 600 000 francs. Aussi les débuts furent-ils particulièrement pénibles et l'année 1897 se solda par un déficit de 24 742 fr. 92. Mais, les difficultés premières sur-

1. La Moissonneuse : 10 000 francs ; — La Bellevilloise : 8 000 francs ; — L'Égalitaire : 5 000 francs ; — L'Union ouvrière : 3 000 francs ; — L'Avenir de Plaisance : 4 000 francs ; — L'Utilité sociale : 500 francs ; — La Laborieuse : 1000 francs ; — etc. Par la suite, lorsque des embarras financiers vinrent menacer la sécurité de l'œuvre, l'Égalitaire et l'Avenir de Plaisance prêtèrent, la première 65 000 francs et la seconde 35 000 francs.

montées, l'usine ne cessa de faire des progrès rapides : la production, qui était de 3 428 125 bouteilles en 1897, passe à 3 745 598 en 1898, et à 7 249 062 en 1902 ; la vente s'élève de 2 564 959 bouteilles en 1897 à 3 629 888 en 1898 et l'année 1902 accuse une augmentation d'un million de bouteilles vendues sur l'exercice précédent. Les bénéfices vont de 8 974 fr. 71 en 1898 à 77 340 fr. 78 en 1902. L'usine vaut actuellement un peu plus d'un million ; si l'on en déduit 166 178 francs restant à payer à divers créanciers, il y a donc une somme de 850 000 francs en chiffres ronds qui est la propriété des organisations ouvrières.

La Verrerie ouvrière est désormais à l'abri des violences et des surprises ; elle grandit d'un mouvement continu et elle réalisera bientôt le type d'un grand établissement industriel, propriété commune des prolétaires. Elle aura rendu un triple service. « D'abord, elle aura montré que les ouvriers français ne sont pas seulement capables des magnifiques élans révolutionnaires, mais qu'ils sont capables aussi de la suite dans les efforts, de la continuité dans les entreprises..... En second lieu, la Verrerie ouvrière est devenue comme un foyer d'appel, comme un centre de ralliement de toutes les forces prolétariennes..... Enfin la Verrerie ouvrière, si elle est soumise nécessairement aux lois essentielles du régime capitaliste, dont il faudra éliminer le principe même pour en éliminer tous les effets, n'en est pas moins, en plein capitalisme, une sorte d'ébauche communiste. Propriété commune du prolétariat organisé, elle est un de ces types intermédiaires qui, dans l'ordre de la propriété comme dans l'ordre de la vie, annoncent et préparent les formes nouvelles¹ ».

1. J. Jaurès, préface du « Rapport de la Délégation de la Bourse Coopérative à l'inauguration du troisième four de la Verrerie ouvrière d'Albi, le 24 septembre 1899 ».

II. — Pour qu'une société coopérative soit véritablement socialiste et puisse, à ce titre, prendre rang parmi les organisations diverses dont se compose le parti, il ne suffit pas qu'elle fasse œuvre de collectivisme ; elle doit encore, à l'avance et par écrit, adhérer à la formule suivante qui, exergue habituel des résolutions prises dans les Congrès, paraît pour l'instant résumer les principes essentiels de la doctrine : « Entente et action internationale des travailleurs, organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste ».

Cette formule, qu'un abîme profond sépare déjà des résolutions adoptées par les Congrès antérieurs (v. notamment l'ordre du jour voté par le Congrès de 1878), et qui pour une partie n'est que la survivance d'idées de jour en jour moins solides, nous semble devoir être encore modifiée et se borner par la suite, dans un avenir plus ou moins proche, à l'affirmation pure et simple du but poursuivi par le néo-collectivisme. Lorsque l'acceptation de ce programme minimum aura groupé dans une action commune et réuni dans un même idéal tous ceux qui, organisations ou individualités, auront répudié l'action révolutionnaire et la lutte des classes, principes aujourd'hui fortement contestés, la majorité sinon même la totalité des groupements coopératifs viendra prendre parmi les socialistes la place dont la prive à l'heure actuelle un formalisme étroit. Mais, à ce terme idéal et prochain où l'évolution sera complète dans la pensée du parti, ce ne seront point les coopératives qui seront venues au socialisme. Diminuant l'exigence de formules que la fuite du temps rend chaque jour moins exclusives, ce dernier descend peu à peu des hauteurs où l'avaient situé les utopies dangereuses et les axiomes mensongers pour n'englober bientôt que les seuls

partisans d'une substitution progressive de la propriété collective à la propriété individuelle¹. Ainsi, constatation commune à toutes les doctrines, l'ère des réalisations les transforme à ce point que seuls leur demeurent et leur nom et quelques symboles de ce qui fut leur incarnation première.

III. — L'adhésion aux principes fondamentaux du socialisme ne doit pas rester à l'état d'une manifestation platonique et se traduire par les banalités courantes, discours sonores ou phrases pompeuses. Les sociétés coopératives « sont obligées d'attribuer une subvention à la propagande socialiste », et la B. C. S., tout en déclarant que chaque organisation conserve toute initiative pour l'emploi des fonds affectés à cette propagande, en détermine ainsi qu'il suit le quantum : 1° versement de 0 fr. 05 par an et par sociétaire à la Bourse ; 2° versement de 0 fr. 10 par an et par sociétaire à la propagande socialiste².

Bien que ces mots « propagande socialiste » constituent, volontairement peut-être, une formule assez imprécise, il n'en est pas moins possible de donner des faits qui seront

1. Certains, ne semblant tenir aucun compte de cette évolution qui a changé et changera encore des formules autrefois considérées comme immuables, considèrent que l'adhésion aux principes actuellement professés par le collectivisme est la seule cause qui rende une coopérative socialiste. C'est ainsi que Bagnol s'exprimait de la façon suivante au premier Congrès de la Coopération Socialiste (Paris, 1900) : « Pour que la coopération soit socialiste, il est nécessaire d'adhérer tout d'abord à cette première formule, de se déclarer partisan de la lutte des classes, de l'entente internationale des travailleurs, de la socialisation des moyens de production et d'échange.... C'est seulement quand ce principe sera adopté en France que vous pourrez dire que nous avons créé la coopération socialiste ».

2. Au premier Congrès National et International de la Coopération Socialiste, Guillemin, secrétaire de la B. C. S., proposa d'affecter une somme beaucoup plus forte (50 p. 100 des bénéfices) : « Il s'agit maintenant de savoir de quelle façon les sociétés contribueront à l'extension du mouvement socialiste. Si, dans notre rapport, nous avons dit : 50 p. 100 à la propagande socialiste, ... nous pensons bien que la chose était un peu osée ; mais, comme il fallait demander quelque chose et que ça ne coûte pas plus pendant qu'on y est de demander beaucoup, nous avons demandé beaucoup ».

« faits de propagande », une énumération sinon limitative, du moins assez complète.

Tout d'abord, ce serait une erreur de croire que la société coopérative fût tenue de participer directement aux luttes politiques. « Il est bien entendu, dit le compte rendu du troisième Congrès de la Coopération Socialiste, que, lorsqu'on parle en coopération de propagande socialiste, il ne s'agit pas de pourvoir aux frais d'élection de tel ou tel citoyen, mais bien de répandre les écrits, journaux et brochures coopératifs et corporatifs, créer aux sièges des sociétés des bibliothèques, y organiser des conférences économiques, etc. »; et, dans la discussion qui s'éleva, au premier Congrès de la Coopération sur l'« entrée en lice des coopératives dans les luttes électorales », Delory, Louise Réville, Jaurès, s'en défendaient de la façon la plus formelle : « Il faut, disait Delory, que nous fassions de nos propres organisations ce que la bourgeoisie fait des siennes; il faut organiser le travail; il faut que les coopératives soient les champs dans lesquels le peupleensemencera et qui porteront une récolte de gros sous, et non les caisses où les divers partis iront chercher leurs munitions électorales ».

De même, en ses articles du *Bulletin de la B. C. S.*, Guillemain s'efforça de détruire la légende d'après laquelle les versements des sociétés devaient être employés à la propagande politique, avec d'autant plus d'énergie que le Comité de la rue Christine tentait de l'accréditer comme un argument sans réplique contre la coopération socialiste. C'est ainsi que, dans les numéros 30, 31, 43 de ce journal, il indiquait très nettement la manière de voir de la Bourse : « En constituant ce que nous avons appelé l'impôt social, nous avons voulu qu'une partie des trop-perçus distribués serve à quelque chose de durable et que cet argent soit employé à édifier des

œuvres, plutôt que d'être dépensé sottement, comme c'est l'habitude... Voudrait-on faire croire que le socialisme réside dans la simple question des luttes électorales? Allons donc! Si chaque citoyen a le droit et le devoir de s'intéresser au gouvernement de son pays et à la méthode suivie par ce dernier, il a le droit également de s'intéresser aux œuvres de transformation économique qui préparent la société¹ ». En effet, la lutte du socialisme sur le terrain politique et économique se poursuit par des organes différents qui doivent rester, et qui restent en fait, complètement étrangers les uns aux autres. Sans doute, il est impossible que, dans certains cas, les sociétés demeurent absolument neutres, mais elles ne sortiront de leur inertie que lorsque se trouvera menacée, sur un point quelconque, leur liberté d'action économique.

Ainsi restreinte au terrain économique, l'activité des sociétés coopératives constituant une propagande socialiste ne comprend pas, comme on pourrait le croire au premier abord, la totalité des faits par lesquels elles matérialiseront leur intention de réaliser économiquement les fins dernières du collectivisme. Celui-ci poursuit en effet, en vertu du principe de solidarité, beaucoup moins l'adoucissement de la condition de quelques-uns que l'amélioration du sort de tous; dès lors, seront seuls considérés comme faits de propagande socialiste les écrits, paroles, actes divers par lesquels la société coopérative manifestera sa volonté bien arrêtée d'employer dans un but d'utilité générale une certaine partie de ses bénéfices. Par suite, la réalisation des œuvres de solidarité intérieure ne sera jamais considérée comme une action sociale, accomplie dans l'intérêt de la collectivité, car de telles œuvres ne sont à proprement parler qu'« une large application des idées mutuellistes, ayant les seuls associés pour bénéfi-

1. *Bulletin de la Bourse Nationale des Sociétés Coopératives de Consommation de France*, n° 43, novembre 1901.

ciaires ». De même, les versements effectués à une caisse de grévistes ne constitueront pas un « fait de propagande socialiste », car « très souvent les ouvriers se mettent en grève dans un atelier pour une augmentation de salaire, ce qui ne vise que des intérêts individuels » ; il n'en serait autrement que « si la grève était faite pour lutter contre l'exploiteur, contre un Schneider quelconque, qui veut tenir les ouvriers sous sa coupe et faire disparaître toute idée de liberté de conscience, de pensée... Alors, on a en vue la lutte socialiste ¹ ».

En conséquence, on est généralement d'accord pour attribuer aux actes suivants le caractère de « faits de propagande socialiste » :

1° La souscription à un certain nombre d'exemplaires du *Bulletin de la Bourse des Coopératives Socialistes* ;

2° L'organisation de conférences et fêtes ayant un caractère nettement socialiste ;

3° La publication de brochures de vulgarisation, vendues à un prix modique et pouvant être répandues à des milliers d'exemplaires, démontrant les bienfaits de la coopération socialiste ;

4° La création de cercles d'études coopératives, « qui auront pour mission de former une pépinière de camarades militants, capables de créer, d'organiser, d'administrer, non seulement les coopératives de consommation, mais aussi les coopératives de production » ² ;

5° L'organisation de voyages périodiques et excursions aux divers groupements coopératifs français et étrangers ;

6° La souscription à la *Caisse Nationale de solidarité*, fondée récemment, « dans laquelle seront centralisés les fonds destinés à relever les coopératives qui périclitent » ;

1. Discours d'Andrieux, dans la discussion qui s'éleva sur la validation des mandats, au deuxième Congrès Général (1900).

2. *Quatrième Congrès de la Coopération Socialiste*, Rapport de Béguin, p. 138.

7° La création d'œuvres d'éducation : universités populaires, bibliothèques, caisses des écoles, etc....;

8° La contribution à la création de sociétés de production qui seront propriété collective; etc., etc.

Les sociétés jouissent d'ailleurs, en ce qui concerne l'affectation des cotisations, de la plus grande liberté, et ne sont même pas tenues d'apporter au Congrès où elles sollicitent leur admission, une preuve matérielle du versement à la propagande : « Il suffira, dit le Congrès socialiste de 1899, de faire la preuve morale qu'une société a versé à la propagande socialiste pour qu'elle soit admise dans le prochain Congrès ».

De cet exposé impartial et, croyons-nous, exact, des caractères de la coopération socialiste, il semble que l'on puisse déduire trois conséquences importantes :

1° Pour qu'une société de consommation soit socialiste, elle doit tendre directement à la réalisation des fins dernières du collectivisme, c'est-à-dire à la socialisation des moyens de production et d'échange;

2° Les Congrès, interprètes fidèles de la pensée socialiste et de ses modifications continues, exigent d'elle, en outre, une adhésion formelle aux principes du parti (lutte de classe; — entente internationale des travailleurs; — avènement de la propriété sociale), principes qui, mettant sur le même rang certains des moyens préconisés et le but à atteindre, semblent devoir par la suite recevoir des changements aussi considérables que ceux qu'ils ont déjà subis, pour se borner en définitive à l'affirmation pure et simple de l'idéal désiré;

3° La société doit enfin contribuer dans une certaine mesure à la propagande socialiste, c'est-à-dire à la diffusion des pensées fondamentales qui guident le collectivisme actuel, et cette exigence, que le cours du temps modifiera comme seront modifiées ces pensées elles-mêmes,

nous paraît devoir bientôt se réduire à ce point que sera socialiste toute société qui propagera indirectement, par les actes, les paroles et les écrits, cette idée que rien n'est absolu dans les modes actuels d'appropriation et qu'un devenir incessant tend à transformer la propriété individuelle.

Faisant abstraction de règles secondaires et passagères qu'impose seul un formalisme ridiculement exclusif, nous pouvons donc poser en principe qu'une seule condition nécessaire et suffisante est exigée des coopératives socialistes : elles doivent *tendre directement et indirectement à la réalisation des fins dernières du collectivisme, c'est-à-dire à la transformation de la propriété individuelle en propriété collective.*

Ayant ainsi dégagé de tout vocable révolutionnaire la notion de la coopération socialiste, nous devons maintenant, par une comparaison rapide, nous demander quelles différences exactes séparent à l'heure actuelle ces deux sœurs ennemies, filles toutes deux d'une même idée, la coopération rouge et la coopération jaune. Les pointes acerbes lancées de part et d'autre, le soin avec lequel le *Comité Central* et la *Bourse des Coopératives Socialistes*, parlements rivaux, délimitent leurs domaines respectifs, semblent devoir conduire à cette conséquence qu'une distance infranchissable tient les deux notions irrévocablement éloignées l'une de l'autre. Est-ce bien là l'expression de la réalité, et des faits certains, positifs, autorisent-ils cette séparation rigoureuse ? L'antinomie n'est-elle pas, au contraire, plus apparente que réelle, et l'examen impartial des textes, interprètes fidèles de la pensée coopérative, ne peut-il permettre de résoudre le conflit en une conciliation proche de la confusion absolue ?

Les statuts de l'*Union Coopérative des Sociétés Françaises de Consommation* exigent des sociétés adhérentes une double condition :

1. — Toute société qui voudra adhérer au Comité Central de l'Union Coopérative des Sociétés Françaises de Consommation devra justifier, par la production de ses statuts, qu'elle se conforme aux principes de la coopération, en répartissant ses bonis entre les consommateurs, au prorata de leur consommation,... (art. 2, § 2);

2. — Pour pourvoir aux dépenses qu'entraînent les travaux du Comité Central et la publication de son Bulletin, les sociétés adhérentes paieront une cotisation annuelle de 3 centimes par sociétaire, sans qu'en aucun cas le chiffre de la cotisation puisse dépasser 50 francs. (art. 12, § 1).

Si l'on compare la généralité de ces conditions aux exigences du parti socialiste, une conséquence s'impose. La notion de la coopération est entendue d'une façon infiniment plus large par le Comité de la rue Christine que par la Bourse Socialiste; celle-ci n'admet en effet que les organisations poursuivant un but économique nettement déterminé, celui-là au contraire entend grouper dans une action commune toutes les sociétés quelles qu'elles soient, sans distinction aucune de parti ou d'école, pourvu, et ceci n'est qu'une exigence toute naturelle, qu'elles appliquent pour le moins les purs principes coopératifs et répartissent entre leurs adhérents les trop-perçus constatés en fin d'exercice.

Ce n'est pas à dire pourtant, — et c'est sur ce point que les deux organisations, en apparence opposées, vont singulièrement se rapprocher — que le Comité Central, moteur principal de l'Union Coopérative et propagateur d'idées, n'aie pas de la coopération une notion particulière et ne professe pas sur ce point des théories qui lui soient propres. En effet, parmi les sociétés qui constituent en France la coopération de consommation, dont les unes prétendent être les sentinelles avancées du mouvement, alors que d'autres n'en sont que l'arrière-garde hésitante, le Comité Central entend conserver une position intermédiaire, et, protagoniste de la Coopération, ne poursuit rien

autre chose que la constitution d'un état de choses idéal, la *République Coopérative*.

Nombreux sont les documents qui reflètent cette doctrine, doctrine changeante d'ailleurs autant et plus peut-être que les théories collectivistes, et dont les modifications diverses, depuis la fondation de l'École de Nîmes, manifestent chez les néo-coopérateurs le souci constant et répété de se plier aux nécessités du moment et de suivre, sans la précéder, l'universelle évolution des choses. Il est donc facile, sans aller jusqu'à étudier sous ses aspects multiples et successifs une théorie qui semble n'avoir pas encore revêtu sa forme définitive, de découvrir l'idéal entrevu et le but poursuivi par ceux que des adversaires amoureux des classifications absolues baptisent, non sans une nuance de dédain, du nom de « coopérateurs bourgeois ».

L'Almanach de la Coopération Française pour l'année 1901 publia, sous le titre « Principes du Comité Central de l'Union Coopérative de France », une déclaration dont les termes, s'ils n'étaient pas expliqués par d'autres documents, ne seraient pas sans laisser planer sur la question qui nous occupe un mystère presque impénétrable :

« Depuis le jour où le Comité Central a été créé, ses membres ont compris que leur mission était de poursuivre le plus haut idéal de la Coopération.

« Pour l'atteindre, il faut que tous ceux qui cherchent sa réalisation soient pénétrés des plus hauts sentiments de justice, de vérité et de fraternité.

« Dans ces conditions, ce n'est pas la haine des classes qu'il faut prêcher — la haine est un dissolvant, — mais l'amour et la fusion des meilleurs éléments de toutes les classes — la solidarité est une force irrésistible.

« Que les travailleurs manuels et les travailleurs de la pensée s'unissent donc dans la Coopération pour réaliser l'objectif désiré : le règne de la justice, de la solidarité et de la vérité.

« Le jour où la coopération de consommation et la coopération de production, avec le développement de tous leurs principes, réuniront tous les bons citoyens, la révolution sociale sera faite non sur des ruines, mais sur des bases inébranlables ».

- Si nous avons comme guide unique ces phrases qui pourraient servir de substrats aux doctrines les plus avancées, le « signe de la justice, de la solidarité et de la vérité » ne serait certes pas suffisant à lui seul pour fournir un aperçu même lointain du but poursuivi par les coopérateurs modernes. Des documents plus explicites permettent heureusement une vue plus nette de l'idéal désigné par ces mots de *République Coopérative* et des moyens employés pour arriver au règne de « la justice, de la vérité et de la solidarité ».

Si l'on cherche, avec M. Gide, à se représenter l'organisation de la société future, elle apparaît « sous l'aspect d'une multitude d'associations de toutes sortes et de toutes proportions, les unes immenses, les autres petites, et dont tous les hommes, en dehors de quelques sauvages, feront partie librement; — associations dans lesquelles les travailleurs toucheront l'intégralité du produit de leur travail parce qu'ils posséderont leurs instruments de production; — associations qui supprimeront les intermédiaires, parce qu'elles échangeront leurs produits directement entre elles; — associations qui ne mutileront pas l'individu, parce que l'initiative individuelle restera comme le ressort caché qui fera mouvoir chacune d'elles, mais qui protégeront au contraire l'individu contre les hasards de la vie par la solidarité; — associations enfin qui, sans supprimer cette émulation qui est indispensable au progrès, atténueront la concurrence et la lutte en supprimant la plupart des causes des conflits qui mettent aujourd'hui les hommes aux prises »¹.

1. Ch. Gide, *La Coopération*, p. 75

Pour arriver à la réalisation de cet état de choses où la classe ouvrière occupera « dans l'ordre social la place à laquelle elle aspire et à laquelle elle a droit », ce n'est pas au concours, à l'action simultanée de la coopération de consommation et de production qu'il faut s'adresser; cette dernière n'a d'autre résultat en effet, de par sa nature même, que de faciliter à un petit nombre d'ouvriers le moyen de s'élever au rang de patrons, et porte en elle une contradiction intime qui la force, sous peine de disparition, à conserver l'inégalité actuelle dans la répartition des produits du travail. La solution du problème doit être cherchée dans l'extension indéfinie de la mission émancipatrice des sociétés de consommation qui doivent, au terme de leur œuvre, terme lointain sans doute bien que l'avènement n'en paraisse pas moins certain à M. Gide, fonder avec leurs propres ressources des associations de production de plus en plus nombreuses. Lorsque les groupements de consommateurs, étendus à la totalité du pays, auront pris possession de l'universalité des moyens de production, et se trouveront ainsi propriétaires de l'outillage commercial, industriel et agricole, les véritables propriétaires seront en réalité les consommateurs; or, les consommateurs ne sont autre chose que l'ensemble des habitants, que la collectivité. Ainsi sera, par le coopératisme — c'est du moins M. Gide qui l'affirme — réalisé le programme commun à toutes les écoles socialistes, la substitution de l'unité d'un capital collectif à la multiplicité concurrente des capitaux privés.

Il nous semble intéressant de rapprocher, de ces vues fort nettes sur l'État de l'avenir, la conception que se fait, de la société future, un collectiviste connu : « Généralisez ce type d'association (la société coopérative) et vous aurez une idée bien imparfaite, bien rudimentaire d'ailleurs, de ce que serait, ou plutôt de ce que pourrait être le régime socialiste. Certes, il serait profondément ridicule de pré-

que les félicités supra-terrestres, le socialisme français se complut, dans la première moitié du siècle précédent, à poursuivre en des constructions sitôt mortes que nées la réalisation de ses chimères. La réconciliation du capital et du travail, l'établissement d'un monde de parfaite harmonie et d'éternelle justice constituèrent les dogmes d'une religion nouvelle, rêves de millénaire et désirs de jouissance sans fin dont se grisèrent pour un temps d'enthousiastes novateurs. Les œuvres qu'alors enfanta l'éternelle utopie vécurent tristement, vouées à la mort prochaine; le gendarme vint dénouer l'épopée saint-simonienne; Icारे vit bientôt, au souffle des réalités, fondre la cire de ses ailes. Nées avant terme en un milieu défavorable, les associations de production qu'une magnifique ardeur avait fondées en vue de la conquête pacifique du monde s'éteignirent lentement ou durent, pour subsister encore, modifier leur nature intime. Les efforts du second empire pour l'anéantissement de toute liberté leur portèrent le coup suprême, et les réactions issues du 2 décembre éclairèrent d'une lueur douteuse l'agonie d'espérances vite déçues.

Dès lors, le socialisme français revêtit une autre forme; selon l'expression de Benoît Malon, « la pensée sociale dépouille l'idée nouvelle de son éclatante parure sentimentale et idéaliste, et c'est de l'inspiration allemande qu'elle va relever principalement. » Depuis quelque temps déjà la pensée marxiste faisait en France des progrès rapides. La fondation de l'*Alliance des Communistes*, la publication des *Annales franco-allemandes*, du *Manifeste du parti communiste*, marquaient les étapes successives et l'empreinte de plus en plus profonde du collectivisme, et la création de l'*Alliance Internationale des Travailleurs* venait faire appel à toutes les énergies et centraliser les haines contre le régime économique. Le mouvement ouvrier français n'en gardait pas moins une originalité particulière : alors que nous avons vu Marx et Lassalle

dédaigner la coopération, il est intéressant de constater que, dans les dernières années de l'Empire, les groupes de Paris et de Lyon surent utiliser pour leurs desseins des institutions méprisées en Allemagne. Quelques ouvriers relieurs, déjà syndiqués, fondèrent à Paris en 1866, sous forme d'une société de secours mutuels, un restaurant coopératif « La Marmite »; les organisateurs, à la tête desquels se trouvait Varlin, avaient en vue « tout en se maintenant dans les règles strictes de l'économie coopérative, d'entraîner dans le sillage des revendications sociales toutes les forces ouvrières organisées, quelles qu'elles fussent, et c'est ainsi que, dès son origine, la Marmite fit son adhésion officielle à l'Association Internationale des Travailleurs, ainsi qu'à la Chambre fédérale des sociétés ouvrières ¹. » Ils avaient prévu que, dans les prochains événements qui devaient sans aucun doute marquer la fin de l'Empire, la division des groupes socialistes ne pouvait manquer d'être néfaste à la classe ouvrière; « bien que, continue le rapport, ce but d'union socialiste paraisse beaucoup s'éloigner des résultats coopératifs dans leur matérialité, il n'en est pas moins vrai que la Marmite offrit un terrain neutre où, par le frottement des hommes et des idées, se fit en grande partie un apaisement considérable dans les rivalités d'écoles; plus tard, les faits témoignèrent de la clairvoyance des organisateurs de la nouvelle forme coopérative, car, dans des moments d'immenses périls, nos restaurants furent une permanence puissamment organisée et un lien entre tous les militants. »

Le Congrès coopératif de 1870, dont les discussions animées se perdirent dans le bruit du conflit franco-allemand, consacra le progrès de l'immixtion du socialisme dans la coopération de consommation. Les chefs du mouvement

1. Rapport de la Commission de réorganisation de la Marmite.

ouvrier entrevirent alors fort nettement que ces associations pouvaient devenir, non seulement une force politique importante, mais encore un facteur considérable de l'évolution sociale; ils énoncèrent, pour la première fois croyons-nous, cette thèse que la coopération renferme en elle-même un élément de beaucoup supérieur à l'économie individuelle recherchée par les coopérateurs, et, envisageant le mouvement coopératif dans ses relations avec la production, déclarèrent d'une façon précise que les épargnes individuellement réalisées devaient être canalisées; pour servir, soustraites ainsi à toutes prélibations d'ordre capitaliste, à la constitution de groupements coopératifs faisant œuvre de production.

Cette divergence de vues entre le collectivisme allemand et le socialisme français relativement à des associations assez peu florissantes alors dans l'un et dans l'autre pays, doit être reportée selon nous à l'influence profonde exercée dans notre pays, vers la fin de l'Empire, par un homme qui, s'il n'a pas fait école, n'en a pas moins marqué la pensée socialiste d'une empreinte ineffaçable et caractéristique. Alors que les critiques dirigées par Marx contre l'organisation sociale actuelle ne visent en somme que la destruction d'un mot et son remplacement par un autre ¹, Proudhon, sur le même terrain, poursuit au delà de la thèse (*propriété*) et de l'antithèse (*communisme*) une synthèse (*liberté*), dont les caractéristiques sont, en économie sociale, la *mutualité*, en politique, l'*anarchie*. Anarchie, c'est-à-dire suppression complète de toute forme centralisatrice de gouvernement, état, société ou collectivité, et son remplacement par le *régime fédératif*, approximation du résultat dernier donné

1. Comme le dit fort bien M. Henry Michel : « Moins gouvernée, si l'on veut, la cité collectiviste sera tellement plus *administrée*, qu'on ne voit pas ce qu'elle gagnera au change. Il n'y aura en définitive qu'un mot de rayé dans le dictionnaire de la politique : l'État. Mais il sera remplacé par un autre : la Société ». (Henry Michel, *L'Idée de l'État*, p. 507.)

par la science positive comme solution du problème politique¹.

Substituant aux manifestations diverses du principe d'autorité un système de conventions librement conclues et volontairement observées, par lesquelles « les contractants s'obligent réciproquement les uns envers les autres pour un ou plusieurs objets particuliers », le fédéralisme proudhonien estime que seule la commune autonome, libre et souveraine, peut réaliser la garantie absolue de toutes les libertés, l'unité économique et politique idéale, c'est-à-dire « l'association volontaire de toutes les initiatives locales, le concours spontané, libre, de toutes les énergies individuelles, en vue du but commun, qui est le bien-être, la liberté et la sécurité de tous² ». C'est sous l'influence de ces principes que le parti démocratique se reconstitua vers la fin de l'Empire et que la classe ouvrière orienta son activité vers l'association libre, élément de la fédération économique regardée par Proudhon comme le terme de l'évolution sociale et comme le seul progrès qui fût désirable en lui-même.

Directement opposées à la pure doctrine collectiviste, les théories proudhoniennes donnèrent au socialisme français, de 1870 à 1876, une originalité particulière qui s'affirma dans les Congrès ouvriers. Par la suite, lorsque le principe fédératif dut disparaître devant le marxisme triomphant, ce ne fut pas sans laisser des empreintes qui

1. « L'anarchie est, si je peux m'exprimer de la sorte, une forme de gouvernement ou constitution, dans laquelle la conscience publique et privée, formée par le développement de la science et du droit, suffit seule au maintien de l'ordre et à la garantie de toutes les libertés, où par conséquent le principe d'autorité, les institutions de police, les moyens de prévention ou de répression, le fonctionnarisme, l'impôt, etc., se trouvent réduits à leur expression la plus simple; à plus forte raison, où les formes monarchiques, la haute centralisation, remplacées par les institutions fédératives et les mœurs communales, disparaissent ». (Proudhon, Lettre du 20 août 1864, citée par Bourgin, *Proudhon*, p. 67).

2. Manifeste de la Commune, du 19 avril 1871. La totalité des membres du mouvement communaliste de 1871 s'inspirent directement des théories proudhoniennes.

s'affirmèrent çà et là, chez les doctrinaires, jusque vers 1893, et qui, à l'heure actuelle, dans les écrits et les réunions, semblent devoir s'imposer concurremment avec les idées collectivistes. Les phases diverses par lesquelles passa, tant chez les auteurs que dans les réunions des Congrès, la conception de la coopération et de son rôle économique, témoignent selon nous de la persistance indéniable de l'esprit proudhonien dans le collectivisme français.

La constatation est, croyons-nous, exacte, que le socialisme scientifique, tel que l'ont compris Marx, Engels, Bernstein même, n'a pu trouver encore en France de représentant autorisé. Les théories de Benoît Malon, le seul peut-être qui ait présenté un système complet de collectivisme, se tempèrent d'une humanité mystique, procédant d'un disciple de Cabet beaucoup plus que d'un successeur de Marx, et les directeurs du mouvement socialiste actuel, Guesde, Jaurès, Millerand, Rouanet,..... mêlés d'intime façon à la politique militante, sont plus chefs de parti que purs théoriciens; la doctrine, en leurs œuvres trop rares, disparaît sous le flot des polémiques violentes.

De la foule des pamphlets, des brochures, des articles de revues ou de journaux qui, depuis une dizaine d'années, manifestent seuls l'incontestable vitalité d'un mouvement sans cesse grandissant, il est possible néanmoins de dégager les sentiments que le collectivisme professe à l'égard des sociétés de consommation, témoignages manifestes tantôt d'une aversion irraisonnée, tantôt de sympathies que la fuite du temps fait de plus en plus nombreuses.

C'est avec une certaine complaisance que Benoît Malon, dans son *Socialisme Intégral*, envisage les formes diverses de l'association ouvrière, au premier rang desquelles il place la coopération de consommation : « L'origine en est, dit-il, nettement socialiste, puisque son premier apôtre ne

fut autre que R. Owen. Le *patriarche de la raison* ne se contenta pas d'inventer le mot et la théorie; on lui doit les premiers essais de coopération qu'un écrivain rétrograde a ainsi caractérisés : « Robert Owen, l'inventeur et l'apôtre des sociétés coopératives, prétendait les réaliser dans un établissement où le travail collectif embrasserait à la fois l'agriculture et l'industrie, où l'esprit aurait sa part de satisfaction légitime comme le corps, où le travail serait volontaire, où nulle infraction ne serait punie, nulle privation obligatoire, où le respect des droits deviendrait le résultat d'un mutuel et bienveillant intérêt. »

Le développement de ces sociétés fut rapide; alors que les associations de production ne pouvaient plus subsister dès que faisait défaut l'ardeur qui avait présidé à leur naissance, les groupements de consommateurs croissaient dans des proportions considérables et ne tardaient pas à devenir « la manifestation dominante du mouvement coopératif ». En même temps se développaient les espérances que l'on mettait en eux, et les coopérateurs éclairés proclamèrent la nécessité d'élargir l'action coopérative, qui visait jusqu'alors uniquement les intermédiaires du commerce, « laissant indemnes les intermédiaires de la production, dont la prélibation est autrement onéreuse. » M. Gide, parmi beaucoup d'autres, expose fort nettement sa manière de voir dans les trois premiers Congrès coopératifs : « Ce qu'il veut pour les sociétés de consommation de tous pays, dit Benoît Malon, c'est, dans une première étape victorieuse, faire la conquête de l'*industrie commerciale*, dans une seconde celle de l'*industrie manufacturière*, dans une troisième enfin celle de l'*industrie agricole*, le but final étant ainsi l'établissement d'un ordre solidaire qu'avec le socialiste américain Laurence Grounlud, il appelle la République Coopérative¹. » La réalisation de ce programme

1. B. Malon, *Le Socialisme Intégral*, t. II, p. 38.

ambitieux laisse Malon fort sceptique : « On ne peut qu'être touché par ce noble et précieux langage, mais il ne nous apparaît pas que les sociétés de consommation puissent caresser de telles ambitions. Au moins devons-nous applaudir, lorsque nous voyons les chefs de la coopération française donner à cet important mouvement des buts si élevés, si bien en harmonie avec les inspirations socialistes. Il n'y a qu'à nous entendre sur le but, l'expérience se chargera de nous mettre d'accord sur les moyens. »

Si l'avenir réservé aux sociétés de consommation ne peut leur être si favorable qu'elles deviennent en quelque sorte les facteurs uniques de la socialisation, il ne faut pourtant pas, d'après Malon, leur dénier toute influence dans les conquêtes progressives du prolétariat. « S'il n'apparaît pas, quoique prétende dans son généreux optimisme M. Gide, que les sociétés de consommation puissent se multiplier et s'étendre au point de pouvoir réorganiser la production dans le sens de la justice,..... toutes les formes coopératives, y compris les coalitions, ont cet avantage général de faire l'éducation administrative du prolétariat et de le rendre plus apte aux revendications d'ordre politique et social¹ ». Les sociétés de consommation ne sont donc pas appelées à jouer un rôle prépondérant dans l'avènement du socialisme; simples écoles d'administration et de commerce, elles n'ont pas d'autre mission que de préparer indirectement les voies à la conquête des pouvoirs publics, et ne doivent avoir d'autre but que l'éducation administrative et l'organisation du prolétariat pour conduire « à l'abolition du salariat, avec le concours des pouvoirs publics, d'abord influencés, puis conquis. » Quelque secondaire que puisse être ce rôle, Malon est d'avis que les groupements coopératifs ne pourront le remplir s'ils ne sollicitent l'intervention de

1. B. Malon, *op. cit.*, t. II, p. 65.

l'État ou des communes; jamais, par la seule association des libres efforts, « les travailleurs, les opprimés et les exploités de toute catégorie ne pourront briser leurs chaînes de servitude et de misère, rénover le monde social et mettre à la portée de toutes les lèvres la coupe symbolique où fermente le vin des justices nouvelles ». Il est nécessaire aussi, pour que les tentatives de coopération ne soient pas fatalement vouées à une impuissance stérile, que se réconcilient ces deux frères hier encore ennemis, le socialisme et le coopératisme, et que ce dernier cesse de s'enfermer plus longtemps dans le cercle étroit de l'aide-toi exclusif. A cette condition, les uns et les autres seront « des militants de la même œuvre novatrice et justicière, leurs travaux se compléteront mutuellement, et leur union hâtera le jour, désiré par tous, de l'émancipation humaine ».

Bien que Benoît Malon, malgré l'imprécision de ses tendances humanitaires, soit, comme le constate fort justement M. Villey, « l'homme dont les théories paraissent avoir exercé le plus d'influence sur le développement du socialisme contemporain ¹ », il convient de remarquer que ses idées sur le mouvement coopératif et la capacité potentielle des associations de consommation ne furent expressément adoptées par aucun de ses successeurs.

L'orientation nouvelle de notre politique intérieure, qui, depuis une dizaine d'années, transfère aux groupes de gauche la direction des affaires publiques, en même temps qu'elle transforma le parti socialiste en un parti de gouvernement, lui enleva tout esprit critique contre les institutions actuelles. Contraint par la force même des choses de prendre au pouvoir une part de plus en plus active, il fut dorénavant moins préoccupé de détruire que de modifier graduellement. Les actes énergiques et les révoltes

1. E. Villey, *Le Socialisme contemporain*, p. 78.

se trouvèrent désormais condamnés par le triomphe de la démocratie sur le terrain politique, et le collectivisme, de révolutionnaire, se fit réformateur. L'irréductibilité de certains, qu'oppressent des souvenirs encore récents, ne peut empêcher qu'une transformation radicale et profonde ait eu lieu dans la tactique du parti. Les faits accomplis ont, dans leur course lointaine, entraîné les principes destructeurs ; seule, ou presque, subsiste l'idée chère à Hegel de l'évolution graduelle des choses, du devenir incessant qui, dans le creuset d'institutions déchues, brasse les matériaux d'institutions nouvelles.

Si en effet on envisage de haut, de très haut même, l'état actuel du socialisme français, et si l'on s'efforce de relier par une unité quelconque des groupes aussi nombreux que les personnalités mêmes du parti, on peut facilement discerner deux tendances bien distinctes entre lesquelles oscillent les collectivistes, au gré des événements incertains et de la volonté changeante de leurs chefs.

D'une façon générale, abstraction faite d'individualités plus tapageuses qu'influentes, Guesde et ses amis d'une part, Millerand, Jaurès, Viviani,..... de l'autre, se partagent la presque totalité des forces ouvrières organisées. Le but poursuivi est, des deux côtés, le même, et la proclamation de principes identiques atteste chaque année cette communauté d'opinions : « Entente et action internationale des travailleurs, organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire *la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste*¹ ». Tel étant l'idéal commun vers lequel tendent les nuances multicolores du collectivisme français, la séparation se produit en ce qui concerne les voies les plus propres à sa réalisation.

1. C'est la formule qui servit de base à la constitution du premier Congrès général des organisations socialistes françaises, tenu à Paris en 1900.

Dépositaire de la pure doctrine marxiste, dont les dogmes sont pour lui les articles intangibles d'un credo depuis longtemps consacré, le parti guesdiste, après la scission violente de Saint-Étienne, décida de poursuivre seul l'œuvre révolutionnaire, et, protagoniste de la Révolution Sociale, « conséquence fatale des mouvements généraux qu'élabore la société nouvelle », ne se donna qu'une mission de recrutement et d'instruction : « instruire la masse, recruter une armée capable de profiter de la situation révolutionnaire qui ne peut manquer de se produire, voilà sa besogne¹ ». De là dérive son attitude vis-à-vis de la coopération. Nous verrons plus loin que Guesde prit une part importante au changement d'orientation des Congrès ouvriers qui, de proudhoniens, devinrent nettement collectivistes, et que son influence détermina en 1878 le vote d'une motion par laquelle était expressément rejetée l'action coopérative. C'est qu'en effet, conséquence logique de l'esprit même dont est animé le guesdisme, les sociétés coopératives ne peuvent préparer d'une façon directe une révolution nécessaire, inéluctable; elles n'ont, au même titre que les autres genres d'association, qu'une vertu éducatrice, ne peuvent rendre de services que « comme moyens de propagande pour la diffusion des idées collectivistes et révolutionnaires² », et n'ont d'autre mission que « de fournir à la classe ouvrière des ressources et des munitions dans sa lutte pour son affranchissement³ ».

Tout autre est l'esprit du socialisme réformiste. Dès 1884 s'élabore, activée par des querelles personnelles entre Malon, Brousse et Guesde, une doctrine nouvelle qui, élevant dogme contre dogme et principes contre principes, oppose au recours révolutionnaire la lente évolution des

1. Résolution du septième Congrès du Parti ouvrier français (Roubaix, 1884), sur la question suivante : « Le parti ouvrier, avant, pendant et après la Révolution ».

2. Résolution du troisième Congrès ouvrier (Marseille, 1879).

3. Résolution du quinzième Congrès du Parti ouvrier français (Paris, 1897).

choses. La Révolution ne se fait pas, elle devient; un processus d'incessantes transformations modifie des institutions considérées comme éternelles et dépose en leur sein le germe fécond d'ébauches encore timides. « On ne fait pas et on ne fera pas le collectivisme : il se fait chaque jour, il est, passez-moi le mot, la sécrétion du régime capitaliste..... Il ne prétend pas remonter le cours des siècles, ni arrêter la transformation de l'humanité; il se plie, au contraire, à ses règles; et, puisque c'est une loi de l'évolution sociologique que tous les moyens de production et d'échange passent de la forme de propriété individuelle à celle de propriété capitaliste, toute sa prétention est qu'au fur et à mesure que se constituent ces immenses propriétés capitalistes qui, sous leur rayonnement, dessèchent et tuent la petite propriété, la propriété individuelle, c'est qu'au fur et à mesure la propriété sociale se substitue à la propriété capitaliste¹ ».

Dès lors, et par un corollaire évident, l'association coopérative est quelque chose de plus que l'institutrice du prolétariat; approfondissant une théorie que Malon avait seulement esquissée et dont il n'avait tracé que les lignes principales, l'école réformiste considère les sociétés coopératives en général et, plus particulièrement, les sociétés de consommation, comme des facteurs importants de l'évolution sociale. Cette idée, qui s'affirma pour la première fois avec une singulière netteté il y a une dizaine d'années, ne cesse depuis lors de rallier des prosélytes convaincus; pénétrant peu à peu dans les masses ouvrières, la coopération reprend aujourd'hui la place dont elle avait été dépossédée en 1878. Il semble qu'un vaste retour sur lui-même ramène le socialisme français à des notions plus saines et que l'affirmation d'axiomes révolutionnaires se fasse de jour en jour moins bruyante devant la proclamation de la foi coopérative.

1. Millerand, Discours prononcé à Saint-Mandé le 30 mai 1896.

Les preuves de ces assertions abondent, et nous n'avons certes pas l'intention de les indiquer, même pour une faible partie, par des citations aussi fastidieuses que faciles d'articles de journaux ou de revues. C'est Jaurès, qui revient à maintes reprises sur la coopération envisagée comme solution de la question sociale et déclaré récemment encore vouloir « seconder de son mieux tous les efforts de groupement syndical et coopératif du prolétariat¹ » ; c'est J.-B. Clément redisant en termes émus l'histoire cent fois répétée des Pionniers de Rochdale et de la Ruelle des Crapauds², Allemane, chef du parti ouvrier socialiste révolutionnaire, qui, après avoir raillé les coopérateurs, conseille aux socialistes de créer des sociétés de consommation, « afin de pouvoir aborder à bref délai la coopération de production, celle-là devant servir de débouché à celle-ci³ »..... Enfin, la fondation de la Bourse des Coopératives Socialistes en 1895, les Congrès de la coopération socialiste, dont le plus récent (Sotteville-lès-Rouen, août 1903) réunit 106 sociétés, sont des témoignages suffisants de la vitalité du mouvement et attestent l'amende honorable du parti à l'égard d'institutions autrefois dédaignées.

Nous ne prétendons pas, certes, que tous les socialistes réformistes, ou prétendus tels, se soient mis complètement d'accord sur la question de la coopération. Bien que les congrès généraux des organisations socialistes aient préconisé l'action coopérative, une société, la Prolétarienne du V^e, en portant la question au quatrième Congrès de la Coo-

1. *Humanité* du 18 avril 1904. — Voir en outre, à côté de « leaders » nombreux dans la *Petite République*, sa conférence du 10 février 1900, à l'Hôtel des Sociétés Savantes, sur « Bernstein et l'évolution de la méthode socialiste ».

2. *Petite République* du 6 mai 1899.

3. Les allemanistes avaient déjà décidé, à leur Congrès des 24 et 25 septembre 1896, qu'il fallait « pénétrer dans les sociétés de consommation et introduire l'esprit socialiste dans les conditions du travail et dans la répartition des bénéfices ».

pération Socialiste, constatait, non sans quelque amertume l'indifférence à laquelle l'idée coopérative se heurtait chez quelques-uns des chefs autorisés du parti ¹; elle invitait en même temps la Bourse des Coopératives « à intervenir auprès du Comité Interfédéral et de la Fédération de la Seine, pour que chaque militant ait un peu plus de respect des décisions des Congrès et des programmes économiques qu'ils ont élaborés ». De même, au milieu des accents laudatifs des théoriciens de la *Revue Socialiste* et du *Mouvement Socialiste*, Sorel, marxiste pur il est vrai, cela dût-il à l'époque sembler encore étrange, ne trouvait pas assez de railleries à l'adresse des *épiciers humanitaires* : « La grande popularité des sociétés de consommation, écrivait-il dans un article sur les *Idées socialistes et faits économiques au XIX^e siècle* ², résulte pour beaucoup de préjugés de littérateurs; on a cru que l'on tenait enfin l'arme au moyen de laquelle il serait possible de terrasser le monstre commercial; on a forgé de *jolies utopies* remplies de nobles sentiments, d'après lesquelles la réforme sociale devait sortir du perfectionnement de l'épicerie. Les marxistes ont toujours refusé de comprendre les belles choses et certains apôtres de l'*épicerie humanitaire* ont déclaré que l'école de Marx n'était formée que de vulgaires théoriciens. »

Quelle que puisse être l'importance de cette critique, étant donné la personnalité même de son auteur, il n'en est pas moins vrai que de telles opinions demeurent à l'heure actuelle isolées et sont appelées à devenir toujours plus rares. Le temps qui détruit tout sape chaque jour davantage le lourd édifice du collectivisme allemand;

1. La cause de cette indifférence, très naturelle en l'espèce, était indiquée dans les termes suivants par le rapport : « C'est que les élus cherchent surtout à flatter leur clientèle électorale, qu'ils flattent le petit commerce et négligent les coopératives et les coopérateurs, sachant fort bien que les éléments socialistes de ces dernières voteront pour eux ». (Rapport du quatrième Congrès, p. 148).

2. *Revue Socialiste* de mai 1902, p. 525.

au contact dissolvant des réalités, l'absolu des formules décline de plus en plus, et chaque jour qui s'écoule jalonne, en même temps que les reculs successifs de la dialectique subtile de Marx, la marche du socialisme vers l'incertain de l'avenir.

CHAPITRE III

La Coopération devant les Congrès ouvriers et socialistes français.

Depuis une trentaine d'années, la question de la coopération occupe, soit incidemment, soit d'une façon expresse, une place souvent fort importante dans les discussions de plusieurs Congrès ouvriers et socialistes français. Déjà, sur le déclin de l'Empire, à la suite de deux conférences coopératives qui s'étaient tenues à Paris, au siège de la *Société du Crédit au Travail*, quelques sociétés avaient décidé d'organiser en 1867 un congrès coopératif international, plus coopératif d'ailleurs que socialiste pur; le préfet de police s'émut des tendances subversives des questions à l'ordre du jour (répartition des bénéfices; — rapports à établir entre les sociétés de tous pays au point de vue des achats et des ventes; — utilité de propager le mouvement coopératif dans les campagnes; —) et refusa aux organisateurs l'autorisation qui leur était nécessaire. Un congrès put néanmoins se tenir trois ans plus tard, aux premiers jours du mois de juillet 1870, mais les discussions en furent étouffées par le tumulte de l'agonie impériale, et seules les résolutions qui s'y trouvèrent adoptées attestent la haute estime en laquelle le socialisme tenait alors le mouvement coopératif.

Ainsi que nous l'avons dit plus haut, les socialistes

d'alors émirent cette théorie que la coopération avait par elle-même et par elle seule une vertu sociale considérable, complètement indépendante des bénéfices individuels poursuivis par les associés et de beaucoup supérieure à eux ; elle devait permettre, par une orientation nouvelle de l'épargne, de modifier du tout au tout l'appropriation actuelle des moyens de production et conduire ainsi le prolétariat, en dehors de toutes luttes révolutionnaires, à la conquête du monde économique. En effet, sous le régime actuel, la somme des épargnes réalisées par le travail est sans cesse entraînée par une canalisation ininterrompue vers le capital, dont elle augmente la puissance productive. Or, si les sociétés de consommation emploient les bénéfices réalisés, non pas à des distributions individuelles, mais à la création et au développement de groupements coopératifs producteurs dont elles deviendront ainsi les commanditaires immédiats, l'épargne prolétarienne se trouvera de la sorte soustraite à toute prélibation d'ordre capitaliste, et déterminera l'émancipation graduelle du travail en lui assurant l'appropriation progressive des moyens de production.

Les événements qui se déroulèrent alors vinrent enrayer ce mouvement plein de promesses, et les résolutions adoptées au Congrès de 1870 ne tardèrent pas à recevoir quelques années plus tard des modifications considérables. L'échec du mouvement communaliste de 1871, mouvement complètement proudhonien, et les mesures de représailles qui en furent la conséquence, exaspérèrent l'esprit socialiste contre le régime économique existant et l'orientèrent vers le collectivisme révolutionnaire, dont les doctrines devaient pour longtemps empêcher le progrès des idées mutualistes et fédéralistes. L'examen des divers Congrès ouvriers dans lesquels fut discuté, depuis 1870, le principe de l'action coopérative nous montrera les phases diverses de la lutte entre ces deux principes opposés.

L'idée d'un Congrès où seraient exclusivement débattues des questions ouvrières fut reprise en 1876 par un journal parisien, la *Tribune*, dans un esprit de socialisme très mitigé, où se retrouve une filiation directe avec les théories fouriéristes et proudhoniennes. Le Congrès se réunit à Paris, salle d'Arras, du 2 au 10 octobre; y étaient invités tous les groupes organisés de travailleurs, chambres syndicales et associations coopératives de tout ordre. Avec un souci légitime de conserver au Congrès son caractère exclusivement ouvrier, les organisateurs déclaraient qu'on ne s'occuperait que de chercher des remèdes pacifiques à la solution de la question sociale : « Il ne sera question que des intérêts immédiats du travail, en un mot que de la partie économique de la question sociale ». Le programme comportait huit questions : 1. Le travail des femmes; — 2. Les chambres syndicales; — 3. Les conseils de prudhommes; — 4. L'apprentissage et l'enseignement professionnel; — 5. La représentation directe du prolétariat au parlement; — 6. *Les associations coopératives* de production, de consommation, et de crédit; — 7. Les caisses de retraite, d'assurance et des invalides du travail; — 8. L'association agricole et l'utilité des rapports entre les travailleurs agricoles et les travailleurs industriels.

La sixième question fut débattue dans les séances des 8 et 10 octobre. Le rapport de la troisième sous-commission indiquait en des termes fort nets la manière de voir des congressistes : « Le but actuel de nos aspirations est l'affranchissement du prolétariat par l'appropriation des agents naturels aux besoins légitimes de la société, par l'abolition complète des monopoles, privilèges et cumuls, et enfin par l'application d'un plan de réformes économiques et sociales, obligeant l'individu à vivre de son travail et, en même temps, lui facilitant les moyens de développer ses facultés intellectuelles aux grandes sources de l'instruction et de la morale. Le principe vital qui doit

nous régénérer et nous rendre libres est sorti des nuages de l'utopie, a pris une forme scientifique et rationnelle. C'est l'association..... L'association sous toutes ses formes est la base sur laquelle doit s'étayer la société nouvelle ». Mais, s'il déclarait que les sociétés de consommation devaient être organisées avant toutes autres, le rapporteur de la commission ne semblait pas voir l'importance qu'elles présentaient pour la solution de la question sociale ; il ne les préférerait en effet aux sociétés de production que pour trois raisons secondaires : 1. Elles doivent former des administrateurs ; — 2. Leur fondation et leur fonctionnement exigent des connaissances moins étendues que la gestion des associations de production ; — 3. Elles attirent l'élément féminin dans la voie de l'association par l'économie immédiate qu'elles permettent de réaliser et la bonne qualité de leurs produits.

Deux opinions bien distinctes se firent jour dans les discussions auxquelles donna lieu la lecture du rapport précité. Les uns, avec M. Finance, nièrent complètement l'efficacité du principe coopératif comme solution du problème social ; les autres au contraire affirmèrent l'utilité de l'action coopérative, tout en se séparant sur le point de savoir comment et dans quelles conditions elle devait être exercée. Alors que certains voyaient dans l'association de consommation le seul remède efficace, en lui donnant pour mission d'acquérir le capital nécessaire au rachat de l'outillage social à l'aide des bénéfices réalisés, les autres ne voyaient dans ces sociétés qu'un palliatif d'importance secondaire et prétendaient conquérir d'emblée la production en constituant par d'autres procédés le capital social, soit au moyen d'actions amortissables ou non, productives ou non d'intérêt, soit au moyen de cotisations, sans dividende ni amortissement. Quelques congressistes enfin préconisaient une mesure intermédiaire, et tentaient d'arriver au rachat complet du

capital industriel en combinant dans des unions fédératives l'action simultanée des associations de production et des associations de consommation, les bénéfices résultant de cette alliance devant être employés à transmettre peu à peu au prolétariat organisé la totalité des modes de production et d'échange.

Tenant compte de la diversité des opinions en présence, le Congrès s'efforça, dans la séance du 10 octobre, de les concilier toutes et adopta les résolutions suivantes :

« 1° La question de l'affranchissement du travail trouvera sa solution dans le principe de l'association coopérative, appliqué dans les conditions ci-après déterminées :

« L'association coopérative est constituée à l'aide d'un capital formé soit par actions amortissables, soit par cotisations ou de toutes autres manières, mais ce capital est et doit rester dans tous les cas impersonnel, indivisible et inaliénable.

« 2° Le fonctionnement de l'établissement coopératif n'a pas lieu dans l'intérêt seulement des coopérateurs, mais au contraire dans l'intérêt général de la masse; en conséquence, il ne donnera lieu à aucune répartition de bénéfices entre les associés.

La coopération pratiquera l'égal échange à l'égard des associations reposant sur le même principe. En attendant le jour où l'affranchissement du travail sera effectué, l'association visera aux bénéfices en livrant ses produits aux étrangers, à toutes coopérations. Les bénéfices doivent se diviser en trois parts : l'une destinée à l'amortissement des actions si l'association était fondée par un capital par actions, l'autre à constituer une caisse garantissant la vieillesse des associés, et la troisième employée à l'extension et au développement des établissements coopératifs ».

Bien que condamnant, au cours de ses résolutions, l'intérêt du capital et les profits commerciaux, bien que

posant en des termes formels ce principe « que le travailleur doit posséder son outil, s'il veut recueillir intégralement le produit de son travail », le Congrès de 1876 n'obtint pas l'adhésion unanime du socialisme français, dont les doctrines s'étaient, depuis quelques années, singulièrement modifiées. Alors que, vers la fin de l'Empire, le parti socialiste, sous l'influence des théories proudhoniennes, semblait près d'introduire dans son programme le principe de la coopération, la plupart de ses représentants, en 1876, n'épargnèrent pas au Congrès les sarcasmes les plus amers et les reproches les plus violents. Il ressort nettement en effet des résolutions adoptées que les délégués n'entendaient pas résoudre la question sociale par des mesures révolutionnaires; ils réprouvaient au contraire les tendances récemment importées d'Allemagne; la formule nouvelle de la socialisation des moyens de production leur paraissait être une dangereuse utopie, et les moyens par eux préconisés n'avaient d'autre but que d'assurer aux ouvriers le capital nécessaire et suffisant pour l'acquisition des instruments de production. Indépendamment de ces divergences d'appréciation dans la conception de l'idéal désiré, d'autres faits expliquaient, sur le terrain politique, l'attitude hostile du socialisme nouveau, du collectivisme marxiste, vis-à-vis de la coopération : la réaction qui suivit le mouvement insurrectionnel de 1871 avait contraint les chefs du parti à chercher dans l'exil la sécurité nécessaire; la loi du 14 mars 1872 déclarait l'*Association Internationale des Travailleurs* dangereuse pour la sécurité publique et frappait ses adhérents de peines sévères. La République, forme de gouvernement nécessaire au développement normal et régulier des théories socialistes, semblait ne devoir être que d'une éphémère durée, institution de vitalité douteuse, menacée par des compétitions multiples. Toutes ces causes expliquent le mépris avec lequel les révolutionnaires exilés accueillaient les décisions

du Congrès, qui ne tendaient qu'à « faire amende honorable à la bourgeoisie, abjurer la Révolution, renier la Commune ».

Deux années se passèrent sans qu'aucun autre Congrès ait pu se réunir. Les circonstances étaient particulièrement graves, et, tant que dura l'Ordre Moral, les ouvriers durent songer moins à la solution de la question sociale qu'aux difficultés politiques. « Pendant cette sombre période où les travailleurs virent se briser les groupes à peine formés par eux, un profond découragement se manifesta dans la classe ouvrière; on abandonnait même l'idée de la possibilité du Congrès, et la commission, dont les réunions étaient devenues dangereuses, vit ce découragement gagner une partie de ses membres. » La victoire n'en resta pas moins à l'immense majorité du pays, le Maréchal-Président dut s'incliner devant la ferme attitude des Chambres, et le second Congrès ouvrier put s'ouvrir à Lyon le 28 janvier 1878.

Entre temps, les doctrines nouvelles avaient pris nettement position contre la coopération; le journal *l'Égalité*, dans lequel Guesde propageait le socialisme scientifique et préconisait l'action révolutionnaire, déclarait vouloir rayer des préoccupations ouvrières l'utopie coopérative, « cette voie la plus longue que puisse prendre le prolétariat ». Une scission était imminente; elle ne tarda pas à se réaliser.

Les questions sur lesquelles le Congrès de Lyon avait à se prononcer reproduisaient à peu près en entier le programme présenté à Paris deux années auparavant¹; les groupes représentés étaient les mêmes, mais la confusion des discussions ne permit guère de connaître l'opinion de la majorité des délégués. Si en effet le plus grand nombre d'entre eux, continuant les traditions du Congrès précé-

1. Deux questions y furent ajoutées : Les crises industrielles et le chômage ; — Du vagabondage et des mœurs dans les centres industriels.

dent, considéraient la coopération comme un facteur essentiel de l'émancipation humaine, et, par suite, comme un but en lui-même désirable, d'autres, au contraire, tentaient d'imposer une doctrine plus accentuée, en l'envisageant non pas comme un idéal qu'il était nécessaire d'atteindre, mais comme un simple moyen de lutte; l'association ne constituait plus alors une fin, mais une des armes nombreuses avec lesquelles le prolétariat devait marcher à la conquête du monde, et l'organisation coopérative allait ainsi de pair avec l'organisation corporative et syndicale.

Les tendances générales du Congrès semblaient donc devoir rester quelque peu incertaines, lorsque, dans une séance importante, se détermina nettement une orientation nouvelle des idées socialistes. La question sociale, déclara le délégué Dupire, est d'une importance telle qu'il convient de la poser dans les termes les plus généraux, sans chercher à la résoudre par quelques réformes particulières, palliatifs d'une inefficacité manifeste. Or, « la société française en est arrivée à mettre à nu deux classes, que nous désignons : la première, par *plèbe* ou *prolétariat*; la seconde par *bourgeoisie*, la noblesse n'étant plus qu'une fiction et le clergé une catégorie de fonctionnaires »; entre ces deux classes, les prolétaires et les bourgeois, les exploités et les exploitants, les non-possédants et les possesseurs, existe un antagonisme éternel, provenant du conflit des intérêts en présence. La solution du problème douloureux de la lutte des classes doit être cherchée dans l'application du principe de solidarité, aux lieu et place de l'individualisme qui gouverne nos institutions actuelles; c'est cette substitution d'un principe à un autre qu'ont en vain poursuivie les coopérateurs, mais leurs efforts n'ont pas été couronnés de succès, car l'idée coopérative est, tant au point de vue pratique qu'au point de vue théorique, inefficace pour la solution de la question sociale. « La coopération généralisée n'aboutirait nulle-

ment à l'émancipation totale des travailleurs, mais à l'exploitation des travailleurs par quelques catégories corporatives. » Le seul remède qui puisse faire cesser le conflit consiste dans l'appropriation collective de tous les instruments de production : sol, mines, outillage industriel, etc.....

Comme suite à cette condamnation formelle de la coopération, Dupire soumit à l'approbation du Congrès un amendement qui, pour la première fois, dans une réunion ouvrière, affirmait la doctrine collectiviste :

« Considérant :

« Que l'émancipation économique des travailleurs ne sera un fait accompli que lorsque ceux-ci jouiront du produit intégral de leur travail ;

« Que, pour atteindre ce but, il est nécessaire que les travailleurs soient les détenteurs des éléments utiles à la production : matière première et instruments de travail ;

« Conséquemment,

« Le Congrès invite toutes les associations ouvrières, en général, à étudier les moyens pratiques pour mettre en application le principe de la propriété collective du sol et des instruments de travail. »

Le discours de Dupire ainsi que cet amendement, inspirés vraisemblablement, sinon même dictés par Guesde, ne furent pas accueillis sans protestations. Les délégués Finance, Pessey et Labouret, blâmèrent la mise en discussion d'une question non prévue par l'ordre du jour, et le Congrès refusa par un vote exprès son adhésion à la doctrine nouvelle. Mais, quelles que fussent les résolutions adoptées, l'incident démontrait qu'une fraction du parti ouvrier entendait se séparer de l'opinion jusqu'alors consacrée ; le collectivisme allait peu à peu supplanter des doctrines considérées comme insuffisantes, et l'action coopérative fut dès lors envisagée comme un expédient bourgeois dont il était dangereux d'user.

Dès 1878 en effet, l'allure générale des Congrès est complètement modifiée. Les assemblées antérieures réunissaient dans une même et pacifique ambition tous ceux qui, sans distinction de classe ou d'opinion politique, s'efforçaient de donner à la question sociale une solution satisfaisante, conciliable avec les difficultés pratiques du moment. Désormais, plus de demi-mesures, d'atermoielements; c'est le seul parti ouvrier, pur de tout mélange, qui, sous l'impulsion de théoriciens plus convaincus que profonds politiques, atteste en des Congrès turbulents l'intransigeance de ses principes et l'âpreté de ses revendications. L'idée coopérative, qui soulevait en 1870 et 1876 des applaudissements unanimes, disparaît devant l'affirmation des principes révolutionnaires, et le credo marxiste remplace pour des années trop longues à fuir les dogmes féconds de l'association et de la solidarité. Ainsi déçue des hauteurs inaccessibles où l'avait placée l'imagination de sublimes rêveurs, la coopération n'en poursuit pas moins sa tâche conciliatrice; relevée par ceux-là mêmes contre qui s'organisaient les efforts d'une classe soulevée par des excitations haineuses, l'idée reprit des forces de jour en jour plus grandes, jusqu'à ce que, reconnaissant l'inanité des mesures violentes, le prolétariat consentît à reprendre la route qu'il avait autrefois dédaignée, à donner à la tâche entreprise par les coopérateurs bourgeois une adhésion sinon absolue, du moins formelle et pleine de promesses pour l'avenir.

L'abandon du principe coopératif par les Congrès ouvriers, que les discussions de 1878 permettaient de prévoir dans un avenir assez proche, fut définitivement consacré un an après. Il convient toutefois de reconnaître que Guesde et ses amis ne furent pas les seuls auteurs de cette conversion du parti ouvrier au socialisme scientifique : le gouvernement opposait, au projet d'un Congrès International qui se serait tenu pendant l'Exposition, un

veto absolu; des perquisitions, des saisies, étaient opérées au siège de l'Égalité, chez M. Finance, chef de l'école coopérative positive, et le procès du 22 octobre n'avait d'autre résultat que de propager par toute la France les doctrines collectivistes. On conçoit dès lors qu'aient pu se révéler au Congrès de Marseille (1879) des tendances autres que dans les réunions précédentes : « Les suspicions du ministère vis-à-vis des organisateurs du Congrès de Paris, dit le compte rendu, le procès inique qu'il leur intenta, aboutirent aux résolutions révolutionnaires du Congrès, lesquelles montrent que le prolétariat français a conscience de lui-même et est digne de son émancipation. »

Bien que le mode de représentation fût le même qu'aux Congrès antérieurs, trois faits signalaient d'une façon très nette une modification importante dans l'état des esprits : les circulaires préparatoires ne parlent déjà plus le même langage qu'à Lyon ou à Paris, et proclament, avec la faillite de la classe bourgeoise, la fausseté de ses dogmes économiques; sans doute sont convoquées toutes les associations ouvrières, mais « tout délégué devra être ouvrier, élu par des ouvriers, porteur d'un procès-verbal le mandant régulièrement »; enfin, sont admis au même titre les « groupes d'études sociales », cercles collectivistes fondés dès 1878, et les travailleurs non régulièrement constitués peuvent se faire représenter à raison d'un délégué par 50 ou 25 ouvriers, suivant l'importance de la ville qu'ils habitent.

Ainsi submergés par le nombre, les coopérateurs et les syndicalistes tentèrent vainement de défendre la cause qui leur était chère; seul, Finance se trouvait d'accord avec la majorité du Congrès lorsque, reprenant l'argumentation qu'il avait présentée déjà à Paris et à Lyon, il appelait la coopération « le plus grand commun diviseur des forces ouvrières » et ne voyait en elle qu'« une apparence de

solution que l'on pourrait croire inventée par la bourgeoisie égoïste ». Certains, délégués par diverses coopératives, tinrent pourtant à honneur de plaider pour leurs idées, mais n'apportèrent dans leurs discours ni l'ardeur qui les animait quelques années auparavant, ni une argumentation convaincante. L'opinion du Congrès était du reste arrêtée que « les travailleurs ne pourront obtenir les instruments de travail et les matières premières que par la Révolution », et les résolutions adoptées dans la séance du 24 octobre consacrèrent la chute définitive de l'idéal coopératif et la condamnation des résolutions prises par les Congrès antérieurs :

« Considérant :

« 1° Que le travailleur ne peut pas par son salaire équilibrer son budget ;

« 2° Que, par conséquent, toute économie étant d'une impossibilité absolue, il ne peut atteindre, par le rachat, le but social, qui est la possession des instruments de travail..... ;

« 3° Que les sociétés coopératives de production ou de consommation ne peuvent améliorer que le sort d'un petit nombre de privilégiés dans une faible proportion ;

« Le Congrès :

« Déclare que ces sociétés ne peuvent aucunement être considérées comme des moyens assez puissants pour arriver à l'émancipation du prolétariat ;

« Que néanmoins ce genre d'associations pouvant rendre des services comme moyen de propagande pour la diffusion des idées collectivistes révolutionnaires, dont le but est de mettre les instruments de travail entre les mains du travailleur, il doit être accepté au même titre que tous les autres genres d'associations, dans le but d'arriver le plus vite possible à la solution du problème social par l'agitation révolutionnaire la plus active. »

Une motion présentée dans la séance du 30 octobre par

soixante délégués revient sur la même idée avec plus de force encore

« Les soussignés.....

« Considérant : 1° Que la stérilité absolue des moyens de rachat, de coopération, d'alliance du capital et du travail est scientifiquement et expérimentalement démontrée.....;

« Déclarent : Que l'appropriation collective de tous les instruments de travail et forces de production doit être poursuivie par tous les moyens possibles ».

La scission était ainsi réalisée. Dès lors, pendant que l'École de Nîmes poursuivait la tâche esquissée en 1870 et 1876, sans introduire d'éléments bien nouveaux, et que, sous l'inspiration de MM. de Boyve, Gide, etc....., se fondaient de toutes parts des sociétés de consommation, les Congrès ouvriers, devenus Congrès du Parti Socialiste, s'épuisaient en des efforts stériles et, déchirés par d'innombrables dissensions intestines, s'efforçaient bien plutôt d'établir, en d'orageuses discussions, une éphémère unité, que de donner à la question sociale une solution satisfaisante.

Dès lors, la question de la coopération disparaît pendant quelque temps des ordres du jour. On n'en parle qu'incidemment, et l'on n'admet les représentants des sociétés que sous condition d'une adhésion formelle aux principes essentiels du parti. Ce n'est qu'en 1901, au troisième Congrès Général des Organisations Socialistes Françaises, que se trouve posée pour la première fois depuis de longues années et d'une façon un peu formelle la question de l'attitude du parti socialiste reconstitué sur des bases nouvelles vis-à-vis des associations coopératives.

Lors de la discussion qui, dans la séance du lundi 27 mai, s'éleva sur le point de savoir si et à quelles conditions on admettrait les sociétés coopératives au sein du parti¹,

1. Les deux Congrès antérieurs (1899 et 1900) se préoccupaient moins de l'attitude du parti vis-à-vis des coopératives que de la question de savoir si l'on devait réunir en un même groupe les syndicats et les sociétés coopératives, pour la représentation au sein du Comité Central.

Gérault-Richard déclara, au nom de l'Union des Groupes Socialistes et Révolutionnaires, qu'il voterait pour l'admission : « Quant aux coopératives, nous estimons que chaque coopérateur, s'il est socialiste, doit appartenir, en même temps qu'à sa coopérative, à un groupe politique..., mais il est indispensable qu'une entente cordiale et permanente s'établisse entre ces deux organes de l'action prolétarienne : le Comité Général et la Bourse des Coopératives Socialistes ». Guillemain, représentant au Congrès les sociétés parisiennes, plaidait dans le même sens, en déclarant que l'heure était venue des réalisations pratiques : « Cette foule indécise et flottante qui est si bien le jouet des fauteurs de coups d'État, il ne s'agit plus maintenant de lui raconter des théories, il faut lui donner des démonstrations pratiques, et nous estimons que justement les coopératives sont un outil de démonstration, au même titre que les syndicats..... ».

Enfin, au Congrès de Tours (1902), Jaurès consacrait, d'une façon incidente mais fort explicite, le retour aux théories émises par le Congrès de 1876 : « Il serait extraordinaire que nous incorporassions purement et simplement au programme de la démocratie française, en 1902, des formules que le socialisme allemand juge lui-même surannées..... Comment donc et par quelle méthode l'ordre nouveau, l'ordre social sera-t-il préparé et réalisé? Sera-ce par la simple accumulation des réformes qui, s'ajoutant toujours les unes aux autres dans le même sens, finiront par être la révolution elle-même? Ou bien sera-ce par l'explosion de la force prolétarienne que quelque défi de la contre-révolution, quelque violence, quelque brutalité de ses ennemis aura exaspérée et mise debout pour le combat? Il nous est impossible de le savoir. Nous ne savons qu'une chose par les leçons de l'histoire : c'est que les grandes transformations sociales qui ont précédé celle que nous préparons se sont réalisées selon les modes les plus divers

et par les voies les plus différentes..... Le péril,..... c'est celui-ci : c'est que, à force de trop parler au peuple de l'efficacité des moyens révolutionnaires, à force de tourner son attente vers la réussite future de la violence et de la force, on le détourne d'user des moyens légaux qu'il a en mains et dont il ne fait pas aujourd'hui l'usage qu'il devrait en faire..... Ils (les travailleurs) ont le droit légal de se syndiquer, et il n'y a qu'un douzième des ouvriers qui soient syndiqués..... Ils ont le droit de faire des coopératives de consommation, qui accumuleraient dans leurs mains des ressources colossales, et on ne voit qu'une fraction infime de la classe ouvrière entrer dans les coopératives de consommation ».

En conséquence, le Congrès votait la déclaration de principes suivante :

« L'émancipation des travailleurs ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes, parce que toutes les autres classes, tous les autres partis, défendent également la propriété privée et le salariat comme les fondements nécessaires de la société présente et de toute société future.

« Les travailleurs doivent donc constituer une organisation économique (syndicats, coopératives) et un parti politique de classe, distinct de tous les partis bourgeois. »

La Coopération devant les Congrès Socialistes Algériens.

— Les assises que tient, depuis une dizaine d'années, le socialisme algérien, reflètent, sur une échelle naturellement moindre, les changements divers de la doctrine socialiste française. Cependant — et des causes locales qu'il est inutile d'indiquer ici n'y sont certainement pas étrangères — il se rallia plus vite à la cause de la coopération que le collectivisme de la métropole. Si vingt-cinq années durent s'écouler avant que la réconciliation se fit, en France, entre ces deux frères ennemis, le collectivisme

et le coopératisme, cinq années suffirent en Algérie, terre favorable aux prompts modifications des opinions et des idées.

Le troisième Congrès, qui se tint à Mustapha (22, 23, 24 juin 1895), — les deux premiers ne laissèrent dans l'histoire qu'une trace impalpable et qu'un souvenir lointain —, refusa nettement d'admettre les sociétés coopératives au sein de la fédération rêvée par les délégués. Bien que Souleroy, dont les idées devaient l'emporter par la suite, les considérât comme « un commencement de collectivisme qu'il faut encourager », Saurin (Daniel), marxiste au petit pied, pâle doublure de Guesde, rêvant la fondation d'un parti révolutionnaire dont il eût naturellement été le chef, repoussait leur incorporation : « Ce sont, disait-il, des associations pour la conquête immédiate de tel ou tel avantage déterminé et d'ailleurs spécial à quelques-uns. Nous les encourageons, mais nous ne les pouvons admettre parmi les groupes qui luttent pour tous et pas seulement pour un certain nombre, si considérable et si sympathique soit-il » ; et Bardis, surenchérissant encore, voyait en elles « un véritable danger pour les idées révolutionnaires. Par des avantages perfides et dérisoires, elles diminuent peu à peu la vigueur des revendications ouvrières ; elles accoutument à des concessions insuffisantes..... Des palliatifs de cette sorte retardent beaucoup trop l'action, il ne faut plus de misère dorée trop facilement acceptée. »

La fuite des ans, l'abandon par Saurin d'un parti qu'il ne pouvait diriger à son gré et dont les résistances le poussèrent à des avatars imprévus et multiples, déterminèrent une modification importante dans l'esprit du socialisme algérien. Au quatrième Congrès, réuni en 1900 à Alger sur l'initiative du groupe *Le Prolétaire*, la question de la coopération donna lieu à d'intéressantes discussions, et de nombreux orateurs vinrent tour à tour soutenir les deux thèses opposées. Finalement, et grâce à l'intervention

d'Aprosio et de Souler, l'ordre du jour suivant rallia l'unanimité des suffrages :

« Le Congrès, considérant que la coopération est un moyen de libération indiscutable; — Que les travailleurs pourront, grâce à elle, se débarrasser à la fois des exploitations commerciales, industrielles et financières; — Que cependant les coopératives, pour donner aux travailleurs le maximum d'avantages possibles, ne doivent pas devenir, entre les mains de quelques faux camarades, un objet de spéculation; — Qu'en conséquence les travailleurs doivent veiller à ce qu'elles demeurent sur leur véritable terrain et poursuivent leur œuvre d'émancipation; — Donne mandat à la commission fédérale de soumettre aux délégués des syndicats adhérents à la future fédération les statuts d'une coopérative de consommation dont les bénéfices seront totalement consacrés à des œuvres de solidarité sociale et à la création de coopératives de production fonctionnant sous le contrôle de la coopérative fondatrice qui deviendra ainsi un moyen d'affranchissement répandant peu à peu sa chaleur bienfaisante jusque dans les couches les plus profondes du Prolétariat. »

Ainsi, de tous côtés, les forces ouvrières organisées, revenant à des traditions qu'elles n'auraient jamais dû délaisser, abandonnent sous l'impulsion d'autorités incontestables, les utopies dangereuses et les axiomes révolutionnaires dont certains les grisèrent un moment. L'ivresse des principes menteurs dissipée, s'organisent des sociétés puissantes, ébauches timides et formes embryonnaires d'un avenir gros de promesses; des tendances se révèlent çà et là, germes féconds bien qu'incertains encore, et le néo-socialisme, expression économique de la forme républicaine, relie le futur au passé en ne considérant dans les résultats acquis déjà que la suite des faits disparus et la cause nécessaire des phénomènes à venir.

CHAPITRE IV

La Coopération Socialiste.

Lorsque, après bien des hésitations et des incertitudes, le collectivisme se fut rallié à la coopération et l'eut acceptée comme un moyen efficace d'amener dans un avenir incertain la réalisation de ses rêves, il eut soin de marquer les sociétés, qu'il consacrait ainsi après les avoir honnies, d'une empreinte dont la facture semble devoir prévenir toute confusion. Le monde coopératif se sépare en effet à l'heure actuelle en deux camps dont les limites paraissent vigoureusement tracées; l'*Union Coopérative* et la *Bourse des Coopératives Socialistes* prétendent toutes deux incarner la pure doctrine et groupent des sociétés opposées, différentes autant par leur composition que par l'esprit dont elles sont animées. En un mot, suivant la douce manie qui nous pousse à classer sous des étiquettes diversement colorées les choses contraires, la coopération rouge et la coopération jaune semblent deux sœurs ennemies dont l'irréductible antagonisme s'affirme chaque jour davantage dans les écrits et les discours.

Si l'on cherche aux sources abondantes, sinon toujours limpides, les traits caractéristiques de la coopération socialiste, on est amené à classer en deux catégories les règles dont l'observation imprime aux sociétés coopératives le caractère d'œuvres collectivistes.

Partisan, quels que soient les moyens employés, d'une transformation radicale et profonde du régime actuel d'appropriation, le collectivisme déclare tout d'abord que : « une coopérative de consommation sera non-socialiste si

les coopérateurs la créent pour une tout autre raison que le désir de hâter la transformation de la société. Elle sera socialiste, si les coopérateurs la font concourir à l'avènement de la société collectiviste ou communiste »¹. En d'autres termes, des hommes se groupent-ils uniquement dans le but d'acheter à meilleur compte les objets divers de consommation et de se répartir les bénéfices qui résulteront de leur vente, la société ainsi formée sera capitaliste ; ont-ils au contraire l'intention, ce faisant, de coopérer efficacement à l'évolution sociale, ils font œuvre de collectivisme et leur groupement prendra de ce chef un caractère tout différent du premier. La coopération, qui n'était dans la première hypothèse qu'un but et possédait par elle-même une fin indépendante, devient dans la seconde un moyen, levier puissant pour la transformation du monde, « arme d'organisation, d'éducation, et d'émancipation prolétarienne »².

Bien que cette exigence semble au premier abord devoir rester isolée — l'intention de poursuivre un idéal déterminé, matérialisée naturellement par des faits concrets, suffisant pour imprimer à une œuvre un caractère bien défini —, les assemblées représentatives du collectivisme français imposent en outre aux sociétés désireuses de participer à l'action sociale deux autres conditions. Elles doivent : 1° accepter les principes fondamentaux du socialisme international (lutte de classe ; — socialisation des moyens de production ; — entente internationale des travailleurs) ; 2° verser à la propagande socialiste une somme déterminée.

Nous allons examiner, avec tous les développements qu'elles comportent, ces trois catégories de conditions.

1. Lauzel, *Manuel du coopérateur socialiste*, p. 16.

2. Anseele, *La Coopération Socialiste* (*Mouvement Socialiste*, du 15 août 1903, p. 573).

I. — La société coopérative doit, pour être socialiste, contribuer à l'avènement du régime collectiviste, c'est-à-dire à la réalisation de la propriété sociale ou, suivant la formule de Schaeffle, à la *transformation de la multiplicité concurrente des capitaux privés en l'unité d'un capital collectif*¹.

Quelque opinion que l'on puisse professer sur la réalisation et la nécessité de cet idéal incertain et, en tout cas, fort éloigné de nous encore, on ne peut s'empêcher de constater que le collectivisme français a su, depuis quelques années, organiser d'une façon méthodique et rationnelle les sociétés de consommation pour les faire concourir à ses desseins. Après avoir, continuant les traditions des premiers Congrès ouvriers, reconnu en elles un facteur puissant de l'évolution sociale, il leur assigna une triple mission; la *création d'œuvres de solidarité*, l'*organisation de la consommation*, l'*organisation de la production* constituent actuellement la contribution des groupements de consommateurs à l'œuvre entreprise par le néo-collectivisme.

A. CRÉATION D'ŒUVRES DE SOLIDARITÉ. — Depuis qu'une synthèse gigantesque, se poursuivant à travers les années, réunit d'une façon qui semble définitive la presque totalité des sciences et démontre que les éléments constitutifs des corps, organismes individuels ou aggrégats collectifs, sont intimement liés les uns aux autres par une mutuelle interdépendance, un mot nouveau remplace, dans les discussions des penseurs, l'humanitarisme vague des devises oubliées peu à peu. Relégués de par les progrès incessants de l'esprit au rang des formules surannées, symboles désuets d'époques aujourd'hui lointaines, les vocables autrefois enchanteurs semblent ne plus jeter qu'une lueur incertaine, et l'affirmation des principes de la solidarité paraît, pour longtemps peut-être, devoir

1. Schaeffle, *La Quintessence du Socialisme*, Biblioth. soc., p. 23.

servir aux écoles nouvelles de programme économique et social ¹.

Conçue de façon différente suivant les écoles, la théorie de la solidarité prend dans le collectivisme une importance particulière, et les Congrès les plus récents vont même jusqu'à voir, dans l'appropriation collective des instruments de production, la conséquence logique du principe de solidarité et son application dernière. « Les collectivités, nées d'abord d'un sentiment strictement égoïste, se sont modifiées dans leur fonctionnement, élargies dans leur objet, élevées en moralité dans leur but, à mesure que les individus mieux éclairés ont pu comprendre que, plus l'apport de chacun est, en apparence, désintéressé, mieux, en réalité, est servi l'intérêt de chacun. Et les corporations ont évolué en syndicats, et les coopératives ont mué de capitalisme en socialisme. Ainsi se développe et s'intensifie en ses applications le vrai principe de solidarité, dont l'évolution indéfinie prépare le signe de la justice et de l'égalité. Comment donc nos coopératives socialistes pourraient-elles négliger les œuvres de solidarité? *Coopération, solidarité*, sont deux termes que distingue seulement une nuance de responsabilité. *Coopérer*, c'est travailler ensemble à une œuvre commune. *Se solidariser*, c'est accepter le résultat, heureux ou malheureux, des efforts communs. C'est dépenser largement toute son énergie, toutes ses ressources, matérielles et morales, en vue d'obtenir la plus-value, matérielle et morale, de l'individu, facteur du bonheur collectif. La création, par les coopératives, d'œuvres de solidarité, est donc, pour ces institutions, plus qu'un devoir, plus qu'une condition de prospérité : c'est une condition d'existence » ².

1. Voir sur ce programme Ch. Gide, *La Solidarité en tant que programme économique*. (*La Coopération. Conférences de propagande*, p. 145.)

2. Quatrième Congrès national de la Coopération socialiste (Sotteville-lès-Rouen, 1903). Rapport de Marie Bonneval sur la cinquième question : *De la nécessité des œuvres de solidarité dans les sociétés coopératives*.

Ayant ainsi remplacé les théories individualistes par l'altruisme le plus large, le collectivisme considère que l'intérêt immédiat et direct de l'individu n'existe plus que sous forme de droit à la solidarité sociale, et, en conséquence, il déclare que les économies réalisées par la coopération doivent, sinon en totalité du moins en partie, être employées à la création d'œuvres de solidarité intérieure. Cette forme rudimentaire de la solidarité, qui, tout en étant à préconiser, ne constitue qu'une première étape, présente une vertu éducatrice considérable, au dire des écoles nouvelles. S'il est exact en effet que toute idée de coercition et de contrainte doive disparaître dans les rapports sociaux pour être remplacée par une libre coopération résultant du concours des volontés, n'apparaît-il pas que l'association coopérative, avec toutes ses conséquences, forme une excellente école pour rendre un certain nombre d'hommes conscients de leurs obligations mutuelles et qu'ainsi s'impose peu à peu un régime de moralité supérieure, un organisme contractuel « où toutes les parties soient solidaires, unies entre elles et unies au tout, animées d'une même pensée comme un corps vivant qui semble nourrir le même esprit intérieur : spiritus intus alit¹ ».

Aussi la constitution d'œuvres de solidarité joue-t-elle un grand rôle dans la coopération socialiste. Quelque fastidieuse que puisse être leur énumération, nous ne pouvons moins faire que de les indiquer brièvement :

Caisses de secours, alimentées par un prélèvement sur les bénéfices ou par le produit de fêtes, conférences....., accordant des secours aux sociétaires lorsque certains malheurs viennent les frapper ou que des charges imprévues grèvent leur budget (maladie, chômage, accident, naissance, décès, période d'instruction militaire.....). Telles sont les créations

1. Fouillée, *La Science sociale contemporaine*, p. 421.

de l'*Union* d'Amiens, l'*Économie parisienne*, l'*Union ouvrière du XIII^e*, l'*Avenir de Plaisance*, l'*Alliance des Travailleurs* de Levallois-Perret, la *Laborieuse* de la Rochelle.

Le « fonds de prévoyance et de prêt » de l'*Union* d'Amiens, qui peut être choisi comme modèle-type, repose sur les bases suivantes : il est alimenté par un prélèvement de 7 p. 100 sur les bénéfices ; pour participer aux avantages qu'il offre, il faut être sociétaire et s'être fourni au magasin, dans le semestre précédent, pour cinquante francs de marchandises au minimum (art. 26 des statuts). Le secours consiste en une somme de vingt-cinq francs au cas de décès du sociétaire, de dix francs pour chaque naissance et décès survenus dans sa famille, et l'article 27 nous apprend ce qu'il faut entendre par ce dernier mot : « Ne sont compris dans la famille que l'époux, l'épouse *ou la compagne* et les enfants habitant sous le même toit ». De plus, tout sociétaire malade recevra à titre d'avance pendant deux mois la moyenne du pain qu'il aura pris à la société le mois précédent ; le paiement en sera opéré par des prélèvements sur les bonis futurs du sociétaire, et, si la maladie se prolonge, le pain lui sera fourni gratuitement pendant un mois.

Caisses de prêt gratuit aux sociétaires, dont le fonctionnement varie suivant que l'on tient compte ou non de l'avoir du sociétaire : au premier cas, l'avance consentie varie de la moitié aux trois quarts de l'avoir, au second, le montant du prêt est indéterminé et la caisse alimentée par un prélèvement sur les bénéfices. C'est ce que font l'*Alliance des Travailleurs*, la *Revendication de Puteaux*, l'*Union* d'Amiens.....

Secours pharmaceutiques et médicaux, comprenant des visites au siège de la société ou à domicile, organisés par plusieurs sociétés : l'*Économie parisienne*, la *Bellevilloise*, l'*Égalitaire*, la *Ménagère*, l'*Avenir de Plaisance*, la *Famille*

de la rue Malar, la *Revendication* de Puteaux, qui a créé en outre un dispensaire..... L'*Émancipation* de Clamart parvenait, un an seulement après sa fondation, à organiser un système complet d'assistance médicale et pharmaceutique : des consultations gratuites étaient données au siège de la société par des médecins qui faisaient aussi des visites à domicile au prix réduit de 1 franc ; en outre, une convention était conclue avec deux pharmaciens qui exécutaient les ordonnances avec une réduction de 50 p. 100.

Caisses de retraites, peu nombreuses encore, mais qui sont préconisées par les congrès de la coopération socialiste, et paraissent appelées à une extension considérable. La création la plus intéressante est celle de l'*Aurore sociale* d'Albi, société de consommation créée sous le patronage de la Verrerie ouvrière et qui, contrairement à la presque totalité des sociétés similaires, ne distribue pas de bénéfices à ses adhérents ; les trop-perçus sont divisés en deux parts : l'une sert à la constitution d'une caisse de secours et permet, dès maintenant, de faire une retraite aux ouvriers de l'usine trop âgés, l'autre, qui est la plus forte, est versée à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, sur des livrets individuels, au prorata des achats de chacun.

B. ORGANISATION DE LA CONSOMMATION. — A ne considérer que les essais tentés et les résultats acquis déjà, la façon dont les sociétés coopératives socialistes ont compris l'organisation de la consommation présente une importance capitale. C'est à ce propos en effet que se sont au mieux révélées, dans les discussions des Congrès et dans les réalisations pratiques, les tendances qui poussent le socialisme français actuel à se séparer de plus en plus nettement du collectivisme pur, et à orienter sa marche suivant les théories fédératives qui triomphèrent aux premiers Congrès ouvriers.

Les théoriciens de la coopération socialiste ne furent

pas sans comprendre vite, au cours de ces dernières années, l'avantage que les sociétés de consommation avaient à s'organiser d'une façon plus rationnelle et à s'entendre entre elles, non seulement pour lutter contre le commerce, mais encore pour hâter l'avènement des fins économiques qu'ils leur assignaient. Dans les réunions, les conférences et les journaux, étaient signalées les conséquences fâcheuses de l'isolement néfaste où se tenaient mutuellement les sociétés, et l'on avait soin de mettre en regard la prospérité des coopératives anglaises, belges et allemandes, obtenue par une organisation meilleure. Le remède à cet état de stagnation de la coopération française était fort nettement indiqué par le Bulletin de la Bourse : « Coopératives, fédérez-vous ! Là est le salut de la Coopération ouvrière qui, ne l'oubliez jamais, ne subsistera et surtout ne se développera normalement qu'autant qu'elle sera pratiquement établie :

« Organisme *local* : la Coopérative (administration — répartition);

« Organisme *régional* : la Fédération (achats — production);

« Organisme *central interfédéral* : la Bourse nationale coopérative (instruction et éducation, organisation, renseignements, etc.).

« Trêve donc aux théories, elles ont eu leur temps : maintenant la place est à l'action raisonnée; aux techniciens ayant fait leurs preuves, car il importe d'entrer résolument dans la voie des réalités — des réalisations pratiques — sous peine de voir le prolétariat se désintéresser de ses coopératives. Et la plus urgente de ces réalisations, c'est la Fédération régionale, qui doit être en quelque sorte la partie vitale, le cœur de l'organisation rationnelle de la Coopération ouvrière¹. »

1. *Bulletin de la Bourse*, n° de juillet-août 1903.

La solution était logique, et la création de fédérations d'achat régionales — nous envisageons ici uniquement le rôle de la fédération dans l'organisation de la consommation — découlait nécessairement des principes mêmes de la coopération. Réduire le prix d'achat des denrées nécessaires à l'existence, tel est en effet le but premier de toute société coopérative; or, n'est-il pas évident que, si 50, 100, 500 individus se sont groupés pour échapper aux exigences du commerce de détail, 20, 30, 50 sociétés de consommation de la même région, se réunissant en une fédération par un raisonnement identique, obtiendront du commerce de gros des conditions meilleures qu'en passant avec ce dernier des marchés individuels.

Les sociétés de consommation socialistes, tout en reconnaissant les services qu'elles devaient retirer d'un organisme fédératif, furent lentes à sortir de l'isolement où elles se complaisaient¹. En 1895 seulement, stimulées peut-être par le succès obtenu par le Comité Central, qui reprit sur des bases plus modestes le programme du Congrès de 1885, les sociétés coopératives parisiennes décidèrent de créer une *Bourse Nationale des Sociétés Coopératives de Consommation Socialistes*, en vue d'échanger entre elles toutes les informations commerciales qui pouvaient leur être nécessaires.

La Bourse ne fut, tout d'abord, en effet, qu'un simple bureau de renseignements; les délégués se réunissaient tous les mois et se communiquaient les offres que leurs sociétés avaient reçues des fournisseurs. Par la suite, on décida la création d'une commission d'études d'achats qui, aux époques les plus favorables à la passation des marchés, totalisait les besoins des sociétés et sollicitait

1. Le Comité Central fut le premier à préconiser la création d'une Fédération d'achat, en 1887, qui devint l'année suivante un véritable magasin de gros dont le chiffre d'affaires passa de 387 000 fr. en 1888 à 2 millions et demi en 1892. Abandonnée par les sociétés parisiennes, par suite de dissensions personnelles, cette institution succomba en 1895.

des fournisseurs, pour l'ensemble, les conditions les plus avantageuses; les prix étaient publiés par le Bulletin de la Bourse, et chaque société passait ses commandes à l'un quelconque des fournisseurs. Comme le remarque avec raison M. Henri Jullien¹, cette façon de procéder présentait des inconvénients multiples : les membres de la commission d'études, choisis parmi les délégués des sociétés, n'avaient pas la compétence nécessaire pour se livrer aux recherches qui leur étaient demandées, et bornaient leurs investigations à quelques articles de vente courante; de plus, les fournisseurs sollicités par la Bourse, n'étant pas assurés d'obtenir les commandes de la totalité des sociétés adhérentes, puisque ces dernières s'adressaient directement à l'un quelconque d'entre eux, se gardaient d'offrir des conditions avantageuses. L'insuffisance d'un tel procédé était manifeste, et les délégués reconnurent vite la nécessité d'une organisation qui jouerait le rôle d'un syndicat d'achat, groupant les commandes des sociétés et achetant pour leur compte aux fournisseurs, parfois même traitant par avance avec eux.

Émis en 1900, le projet de création de fédérations régionales d'achat ne put recevoir à Paris, en raison d'incidents multiples sur lesquels nous n'avons pas à insister ici, de solution immédiate²; la *Fédération Parisienne*, définitive-

1. Henri Jullien, *La Fédération de la région parisienne* (Mouvement Socialiste du 1^{er} septembre 1902).

2. Après la réussite de la brûlerie de cafés, la B. C. S. avait décidé, en 1901, de se transformer en fédération nationale, en prenant la forme d'une société à capital variable n'ayant comme actionnaires que des sociétés coopératives; ce projet fut approuvé par le Congrès de la Coopération socialiste tenu à Lille en 1901, mais dut être abandonné en avril 1902. Le 13 avril 1902, la B. C. S. nomma une commission chargée d'élaborer un projet d'organisation d'une fédération des coopératives de la région parisienne, pour lequel on sollicita l'adhésion du Comité central de l'Union coopérative.

Le projet pouvait se résumer ainsi : la Fédération devait prendre la forme d'une société à capital et à personnel variables pour jouir de la personnalité civile. Elle n'avait pour mission principale, au début, que les études et recherches de renseignements nécessaires aux sociétés pour la passation de marchés en commun; par la suite, la Fédération tenterait de devenir peu à peu un magasin de gros, en achetant directement certains articles qui, par

vement constituée le 24 août 1902, fut précédée dans cette voie par plusieurs sociétés coopératives socialistes qui comprirent l'utilité de pareils groupements, et, à l'heure actuelle, les fédérations régionales d'achat socialistes sont au nombre de dix groupant à peu près 180 sociétés¹.

Nous n'avons pas l'intention de donner ici l'énumération des particularités de ces diverses organisations, et nous nous contenterons, pour montrer l'état actuel de l'organisation de la consommation par la coopération socialiste, d'indiquer les résultats acquis déjà par deux des plus importantes fédérations.

La *Fédération des Coopératives de la région du Nord*, dont le siège est à la société l'*Union de Lille*, comprend 12 sociétés formant un total de plus de 17 000 membres, et constitue pour le parti socialiste un élément singulièrement actif de propagande; en effet, la fédération n'accepte que des sociétés adhérentes au Parti Socialiste Français, contribuant financièrement à sa propagande effective. La prospérité des coopératives de cette région permet à la fédération de passer des marchés importants à des conditions avantageuses. C'est ainsi que, en 1903, elle a traité un marché de farines de deux millions de francs, pour 68 000 sacs de farine achetés au nom de sept sociétés. La situation des sociétés adhérentes est, d'après les comptes

la variabilité de leur prix ou la difficulté de leur achat, ne s'accroissent pas des délais et des formalités qu'entraînent les marchés collectifs et leur exécution. Le capital social était constitué par la souscription initiale d'une action de 100 francs par chaque société adhérente. La Fédération s'intéresserait aux services rendus par l'U. C. et la B. C. S. en versant un tant pour cent de son chiffre d'affaires à chacune de ces deux organisations. Divers incidents vinrent encore retarder la constitution définitive de la Fédération, qui n'eut lieu que le 24 août 1902 (Voir le *Mouvement socialiste*, n^{os} des 1^{er} septembre 1902 et 15 mai 1904).

1. Ce sont : la Fédération coopérative de la Région parisienne (Seine, Seine-et-Oise et Eure-et Loir); — la Fédération de la Banlieue-Ouest de Paris; — la Fédération des Coopératives du Nord; — la Fédération des Coopératives ardennaises; — la Fédération des Coopératives de l'Aube; — la Fédération des Coopératives du Jura; — la Fédération des Coopératives de Tours; — la Fédération des Coopératives de Bretagne; — la Fédération des Coopératives du Nord-Ouest; — la Fédération des Coopératives du Pas-de-Calais, de la Somme, du Nord et de l'Aisne.

rendus des Congrès annuels, de plus en plus prospère : au cours du second semestre 1903, l'*Union de Lille* a recruté 500 adhérents nouveaux et a réparti entre ses sociétaires un bénéfice de 168 015 francs, en augmentation de 46 410 francs sur l'exercice précédent. Dans la même période, la *Paix de Roubaix* a fait un bénéfice net de 182 062 francs, sur lesquels 18 698 francs ont été prélevés pour le « Comité spécial » et la « Commission de propagande et de prévoyance », le reste étant réparti entre les sociétaires.

Deux fédérations socialistes se partagent les départements de la Seine et Seine-et-Oise, la *Fédération des Coopératives de la Banlieue-Ouest* et la *Fédération Coopérative de la Région Parisienne*. Cette dernière, fonctionnant depuis deux ans, paraît appelée à prendre une importance considérable dans l'histoire de la coopération socialiste. Constituée définitivement le 24 août 1902, avec 23 sociétés, elle en groupait 49 quelques mois après et 60 en mai 1904, représentant 50 000 coopérateurs. A la fin de sa première année d'existence, elle avait contracté, au nom des sociétés adhérentes, treize marchés portant sur une somme globale de 1 930 950 francs et procurait ainsi aux sociétés un bénéfice évalué à 143 550 francs, soit 7,50 p. 100. Comme le remarque M. Jullien, auquel nous empruntons ces chiffres, « de telles constatations, outre qu'elles établissent à la fois et l'activité et la prudence déployée par les administrateurs de la Fédération, permettent de bien augurer de l'avenir de cette organisation, et aussi de son action bien-faisante en vue du développement normal de la coopération ouvrière¹ ».

Enfin — car l'organisation d'offices de renseignements et la création de fédérations d'achat ne sont que les deux premières étapes — la coopération socialiste a tenté

1. Henri Jullien, art. précité.

récemment, non sans quelque insuccès, de franchir le troisième degré dans l'organisation de la consommation, en fondant, sur une échelle restreinte, un magasin de gros, une coopérative des coopératives à l'état embryonnaire, magasin qui, achetant par avance aux producteurs certaines denrées ou les fabriquant lui-même par ses propres moyens, les revend ensuite aux sociétés adhérentes avec une majoration minime du prix de revient. Les essais tentés dans ce sens se sont bornés jusqu'ici à l'installation d'une boulangerie et d'une brùlerie de cafés.

La *Coopération Socialiste*, fondée le 3 mars 1900 grâce au don de 100 000 francs fait par le docteur Kasimir, était destinée, dans l'esprit de ses organisateurs, à devenir la boulangerie fédérale de la région parisienne, « première maille d'un réseau d'institutions à l'usage des coopératives qui doit couvrir un jour le Paris ouvrier et socialiste » ; si elle fournissait ses produits aux sociétés de consommation, à ses sociétaires et à des adhérents, ces deux dernières catégories de personnes ne formaient pas sa clientèle véritable. Elle s'adressait avant tout aux sociétés adhérentes à la B. C. S., et le but qu'elle poursuivait était indiqué en ces termes par le Bulletin de la Bourse de mai-juillet 1900 : « La boulangerie-biscuiterie de la Coopération Socialiste sera en fait le premier organe de production fédérative des Coopératives de Paris. Si le citoyen Kasimir, si d'autres militants, n'ont pas cru devoir remettre purement et simplement aux Coopératives de Paris la direction de l'entreprise, ils ne leur en ont pas moins réservé tous les avantages qu'elles auraient retiré d'une propriété effective. Quand la masse des coopérateurs aura été suffisamment éduquée, quand les organisations seront toutes aiguillées dans la voie socialiste, quand toutes les coopératives seront fédérées pour leurs achats, alors le moment sera venu, pensons-nous, de remettre à la Fédéra-

tion Socialiste des Coopératives Ouvrières la propriété totale, l'administration complète de la Coopération Socialiste ».

Des difficultés d'ordre technique et financier vinrent contrecarrer les projets des organisateurs, et la boulangerie fédérale, abandonnée aujourd'hui de la presque totalité des sociétés parisiennes, est réduite au rôle d'une boulangerie coopérative ordinaire, n'occupant plus qu'un ouvrier faisant trois fournées par jour et ne supportant ses frais généraux que grâce à sa réunion à la brûlerie de cafés.

Cette dernière organisation fut fondée par la Bourse antérieurement à la boulangerie fédérale, « dans le but de fournir des subsides à la propagande socialiste et de préparer le terrain pour la création future d'une fédération d'achat, avec services de production comprenant de petites industries faciles à exploiter ». Les débuts de l'entreprise furent satisfaisants; on était arrivé, nous raconta Guillemin, à débiter 400 kilos de café par semaine et à réaliser un bénéfice d'environ 20 francs par jour. Les résultats de l'expérience étaient donc avantageux pour la Bourse et le succès eut été encore plus grand par la suite si la Coopération Socialiste n'eût traversé alors une crise assez grave. Pour sauver l'institution fondée grâce à la générosité du docteur Kasimir, la Bourse décida de réunir la brûlerie à la boulangerie sans autre indemnité que : 1° le remboursement des avances consenties à la brûlerie, quand la Coopération le pourrait; 2° le versement d'une indemnité de 0 fr. 25 p. 100 sur la vente des cafés verts.

La brûlerie de cafés forme donc actuellement une branche de la Coopération Socialiste, et cet essai embryonnaire de magasin de gros tenté par les sociétés de consommation socialistes de la région parisienne comprend cinq parties d'importance inégale : boulangerie, pâtisserie,

cafés verts et brûlés, poivres, farines¹. Les relations de cette institution avec la Fédération ne laissent, paraît-il, rien à désirer, et tout permet de croire que la Coopération Socialiste ne peut qu'étendre beaucoup encore son rayon d'action, dans l'intérêt même des sociétés qui s'y fournissent.

Quelque incertains que soient encore les résultats obtenus dans le sens d'une organisation rationnelle de la consommation, il est évident qu'un progrès incontestable est sur ce point réalisé, notamment par la fédération de la région parisienne, depuis l'époque où les sociétés, isolées les unes des autres, pratiquaient un égoïsme aussi excessif qu'irraisonné. La propagande active de la Bourse, l'initiative intelligente de quelques groupements, plus audacieux ou mieux administrés, ont fait franchir en peu d'années à la coopération socialiste les trois étapes successives de l'organisation de la consommation. La création, à des intervalles rapprochés, d'un office de renseignements, d'une fédération d'achat et d'un magasin de gros à l'état embryonnaire encore, ont orienté nettement le mouvement coopératif dans la voie des réalisations pratiques.

Ces institutions ne sont pas, évidemment, sans présenter quelques défauts; les difficultés inhérentes au début peuvent retarder la constitution de fédérations régionales, anéantir même en certains endroits les efforts tentés en ce sens. Le succès repose sur les seules sociétés coopératives, sur leur bonne volonté; lorsque l'éducation sera faite dans la majorité de leurs membres, lorsque ceux-ci, volontai-

1. Le bilan du second semestre de l'année 1903 s'est clos par un bénéfice brut de 16 086 fr. 75, et net de 6 952 fr. 10. Les ventes effectuées se sont élevées à 223 999 fr., se subdivisant ainsi :

Boulangerie.....	28 537 45
Pâtisserie.....	35 645 63
Cafés verts et brûlés.....	133 405 04
Poivres.....	1 920 95
Farines.....	24 435 81
Divers.....	54 10

rement conscients de leurs obligations, prêteront aux fédérations régionales leur concours entier et effectif, ces fédérations pourront, franchissant les étapes dernières de la route qu'elles commencent à parcourir, accomplir l'intégralité de leur mission et réaliser enfin les espérances des socialistes de la fin de l'Empire, en organisant la production.

C. — ORGANISATION DE LA PRODUCTION. — Lorsque les sociétés de consommation sont parvenues, par une entente cordiale et une action commune, à organiser la consommation d'une façon rationnelle, une évolution logique et progressive les amène nécessairement à augmenter encore le cercle de leurs opérations, en abordant la production des objets indispensables à la satisfaction des besoins de leurs membres. En effet, comme le remarque fort justement M. Gide¹, « elles font la réflexion bien simple qu'après s'être approprié le bénéfice du marchand de détail, puis, par le magasin de gros, celui du marchand de gros, elles pourraient encore s'approprier celui du fabricant en se faisant elles-mêmes leurs fabricants. Dès lors, saisissant le produit à sa naissance, elles atteindraient les dernières limites du bon marché ».

Ce raisonnement acquiert une force péremptoire pour les écoles qui voient dans la coopération un moyen efficace de transformer l'ordre économique actuel, de hâter l'abolition du salariat et de supprimer, ou tout au moins d'amoindrir, la subordination du travail au capital en attribuant au premier de ces deux facteurs la propriété pleine et entière des instruments de production. Parmi ces écoles, il est hors de conteste que le collectivisme occupe la première place.

Si l'on cherche à réduire à son expression la plus simple le but poursuivi par le socialisme contemporain,

1. *Les Sociétés Coopératives de consommation*, p. 159.

depuis le collectivisme pur jusqu'au néo-socialisme, il semble qu'on puisse le résumer dans la formule suivante : *substitution au mode de production privé — ne connaissant d'autre règle que la libre concurrence — du mode de production collectif — réglementé par une organisation sociale, collective, du travail national*. Les rouages divers de la production des richesses se trouveraient ainsi placés sous l'autorité et le contrôle de représentants de la collectivité auxquels serait attribuée en outre la mission délicate d'effectuer entre tous la répartition des produits, soit en raison du temps social de travail fourni par chacun, soit en raison des besoins ressentis par chacun.

Tel étant le but commun poursuivi par les divers partis collectivistes, une séparation profonde s'établit entre eux en ce qui concerne, soit les voies les plus propres à sa réalisation, soit l'extension plus ou moins considérable qu'il conviendra de donner à la collectivité propriétaire de la totalité des modes de production et d'échange. Action révolutionnaire ou lente évolution, collectivisme pur ou fédéralisme, telles sont les idées extrêmes entre lesquelles oscillent, depuis de nombreuses années, les théoriciens en mal de réformes sociales. Nous avons indiqué, aux chapitres précédents, combien ces conceptions différentes déterminèrent la notion qu'eut le collectivisme, aux étapes successives de son histoire, des sociétés coopératives de consommation et des transformations qu'elles étaient appelées à réaliser dans l'ordre économique. Nous allons brièvement indiquer ici comment le socialisme français actuel, beaucoup plus proudhonien que marxiste, entend user de ces associations dans la poursuite de son idéal, et quelles fins économiques il leur assigne dans l'évolution de la propriété.

Il est impossible de n'être pas surpris du changement total que révèlent sur ce point les théories socialistes françaises. Alors que, il y a plus d'un demi-siècle, on cher-

chait dans l'association de production le moyen le plus efficace d'arriver à l'émancipation de la classe ouvrière, la très grande généralité des praticiens se prononce aujourd'hui en faveur de la création de sociétés de production par les associations de consommateurs, les premières n'étant que des services particuliers des secondes, au contrôle et à l'administration desquelles elles seront entièrement soumises.

En effet, dit-on, à supposer que la totalité de la production appartint à des sociétés autonomes de production, rien ne serait changé au régime économique actuel, et la transformation n'aurait pour résultat que de substituer aux capitalistes producteurs des organisations complètement indépendantes les unes des autres, ayant chacune des intérêts divergents, parce que leurs membres, « n'étant associés que pour eux-mêmes, sont associés contre tout le monde ». L'égoïsme des individus ferait place à l'égoïsme corporatif, plus dangereux certes pour l'intérêt général. Pour qu'il en soit autrement, il faut que la production soit organisée *par* et *pour* des groupes tels que l'intérêt des associés se confonde avec l'intérêt de la collectivité. Or, cette condition, nécessaire et suffisante à elle seule, ne peut être remplie que par les groupements de consommateurs. Alors en effet que, dans chaque groupement de producteurs, association de vendeurs, l'intérêt des membres (augmentation de la quote-part de profit) est contraire et à l'intérêt commun et à l'intérêt de tous les autres groupements de producteurs, dans les groupements de consommateurs au contraire, associations d'acheteurs, l'intérêt de tous les associés est en conformité absolue avec l'intérêt général, car il tend à la diminution du prix des produits, à la réduction constante des quote-parts de profit. Il est de l'intérêt fondamental et majeur de tous les membres de la collectivité que les marchandises dont ils ont besoin soient mises à leur disposition aux meilleures conditions possibles. « Tous consomment,

mais tous ne produisent pas, dit fort justement Bernstein. La meilleure même des associations productives, tant qu'elle n'est qu'une association de vente ou d'aliénation, se trouvera toujours dans un état d'antagonisme latent et aura toujours des intérêts particuliers vis-à-vis de la société tout entière. Avec une association productive, qui dirigerait pour son propre compte une branche quelconque de la production, ou du service public, la société aurait toujours les mêmes points de divergence qu'avec n'importe quelle entreprise capitaliste, et il resterait encore à savoir si une entente avec elle serait toujours plus facile à réaliser. »

En conséquence, et depuis ces dernières années, les socialistes français ont proposé que « les sociétés de production soient propriété commune de toutes les sociétés de consommation et ne constituent que des services de ces sociétés (à l'exemple des services de boulangerie), leurs fonds de réserve étant collectifs, remboursables à la dissolution ».

Dans ce système, les sociétés de consommation déjà constituées en fédérations pour l'organisation de la consommation, continueraient leur œuvre émancipatrice en créant des sociétés de production dont elles seraient les seules actionnaires et qu'elles administreraient. Le capital initial serait constitué, soit par un prélèvement sur les bonis, soit par des versements individuels volontaires, et les bénéfices réalisés par la société de production seraient répartis entre les sociétés de consommation au prorata de leurs achats, comme les trop-perçus sont, dans les sociétés de consommation, répartis entre les consommateurs. « La société de production, ainsi instituée, serait propriété collective, puisqu'elle serait la propriété de tous les consommateurs, et que tous les bénéfices qui en résulteraient seraient répartis aux sociétés de consommation, au prorata de leurs achats ».

C'est le système qu'adopta le quatrième Congrès Na-

tional de la Coopération Socialiste (Sotteville-lès-Rouen, 1903), en votant, dans la séance du 16 août la résolution suivante :

« Le Congrès,

« Considérant que la Coopération Socialiste a pour but l'application intégrale des principes du Parti ;

« Notamment la réalisation de la propriété collective et la suppression du bénéfice individuel ;

« En conséquence, engage les coopérateurs à créer, partout où ils le pourront, des sociétés de production, sous forme de services fédéraux ou interfédéraux, sous la gestion des organisations ouvrières ».

Bien que se heurtant à des difficultés réelles d'exécution, ce programme d'organisation de la production sous le contrôle et avec l'aide, soit des seules sociétés de consommation réunies en une fédération, soit de toutes les organisations ouvrières d'une même région, n'en a pas moins reçu un commencement d'exécution qui suffit à en démontrer la possibilité sur le terrain de la pratique. Nous voulons parler de la Verrerie Ouvrière d'Albi, créée en 1896 à la suite du conflit qui s'éleva entre les ouvriers de Carmaux et M. Rességuier.

Dès le début de la grève, l'idée fut émise de créer une usine appartenant à la totalité de la classe ouvrière. A la suite d'incidents multiples, ce projet paraissait devoir être abandonné, lorsque les membres de plusieurs sociétés de consommation de la région parisienne, formèrent un comité pour chercher les moyens de le réaliser, et, dans une réunion tenue par la Bourse le 20 novembre 1895, exprimèrent le vœu suivant : « Les Coopératives : l'Utilité sociale, la Lilasienne, l'Abeille Suresnoise, l'Égalitaire, la Laborieuse, la Prévoyante de Montmartre, l'Union des Transports, l'Union ouvrière, la Marmite, l'Avenir de Plaisance, la Ménagère, l'Ouvrière, l'Union sociale, l'Union ouvrière du XIII^e, la Bel-Air, décident d'aider les verriers.

de Carmaux à se former en Coopérative, combattant la verrerie aux verriers, qui amènerait fatalement la substitution de l'ouvrier capitalisant au patron capitalisant ». Le même jour, les syndicats ouvriers se joignaient aux coopératives pour mener à bien la nouvelle entreprise. La Verrerie Ouvrière était née.

Un comité d'action de quarante-cinq membres fut nommé pour étudier les moyens financiers et légaux les plus propres à la réalisation rapide de l'œuvre entreprise ; il se composait de quinze membres pour les syndicats, de trente membres pour les sociétés de consommation et de production. Quelques sociétés de consommation votèrent des sommes assez importantes¹ qui, avec le don de 100 000 francs de Mme Dembourg, et le produit d'une tombola organisée par le comité d'action, constituèrent le capital initial de la nouvelle usine. Le 9 mars 1896, le premier quart du capital, soit 125 000 francs, fut versé et l'acte de constitution de la société anonyme « La Verrerie Ouvrière » fut signé devant un notaire d'Albi. Quinze hommes dévoués assumèrent toute la responsabilité de cette œuvre grandiose, seuls comptables vis-à-vis de la loi et des organisations ouvrières auxquelles ils devaient par la suite transférer les actions.

Le 25 octobre 1896, les fours étaient prêts à allumer ; la fabrication commença le 1^{er} janvier 1897. Le capital, aux trois quarts souscrit, atteignait alors 400 000 francs, somme insuffisante pour pourvoir à toutes les dépenses, estimées à 600 000 francs. Aussi les débuts furent-ils particulièrement pénibles et l'année 1897 se solda par un déficit de 24 742 fr. 92. Mais, les difficultés premières sur-

1. La Moissonneuse : 10 000 francs ; — La Bellevilloise : 8 000 francs ; — L'Égalitaire : 5 000 francs ; — L'Union ouvrière : 3 000 francs ; — L'Avenir de Plaisance : 1 000 francs ; — L'Utilité sociale : 500 francs ; — La Laborieuse : 1000 francs ; — etc. Par la suite, lorsque des embarras financiers vinrent menacer la sécurité de l'œuvre, l'Égalitaire et l'Avenir de Plaisance prêtèrent, la première 65 000 francs et la seconde 35 000 francs.

montées, l'usine ne cessa de faire des progrès rapides : la production, qui était de 3 428 125 bouteilles en 1897, passe à 3 745 598 en 1898, et à 7 249 062 en 1902 ; la vente s'élève de 2 564 959 bouteilles en 1897 à 3 629 888 en 1898 et l'année 1902 accuse une augmentation d'un million de bouteilles vendues sur l'exercice précédent. Les bénéfices vont de 8 974 fr. 71 en 1898 à 77 340 fr. 78 en 1902. L'usine vaut actuellement un peu plus d'un million ; si l'on en déduit 166 178 francs restant à payer à divers créanciers, il y a donc une somme de 850 000 francs en chiffres ronds qui est la propriété des organisations ouvrières.

La Verrerie ouvrière est désormais à l'abri des violences et des surprises ; elle grandit d'un mouvement continu et elle réalisera bientôt le type d'un grand établissement industriel, propriété commune des prolétaires. Elle aura rendu un triple service. « D'abord, elle aura montré que les ouvriers français ne sont pas seulement capables des magnifiques élans révolutionnaires, mais qu'ils sont capables aussi de la suite dans les efforts, de la continuité dans les entreprises..... En second lieu, la Verrerie ouvrière est devenue comme un foyer d'appel, comme un centre de ralliement de toutes les forces prolétariennes..... Enfin la Verrerie ouvrière, si elle est soumise nécessairement aux lois essentielles du régime capitaliste, dont il faudra éliminer le principe même pour en éliminer tous les effets, n'en est pas moins, en plein capitalisme, une sorte d'ébauche communiste. Propriété commune du prolétariat organisé, elle est un de ces types intermédiaires qui, dans l'ordre de la propriété comme dans l'ordre de la vie, annoncent et préparent les formes nouvelles ¹ ».

1. J. Jaurès, préface du « Rapport de la Délégation de la Bourse Coopérative à l'inauguration du troisième four de la Verrerie ouvrière d'Albi, le 24 septembre 1899 ».

II. — Pour qu'une société coopérative soit véritablement socialiste et puisse, à ce titre, prendre rang parmi les organisations diverses dont se compose le parti, il ne suffit pas qu'elle fasse œuvre de collectivisme ; elle doit encore, à l'avance et par écrit, adhérer à la formule suivante qui, exergue habituel des résolutions prises dans les Congrès, paraît pour l'instant résumer les principes essentiels de la doctrine : « Entente et action internationale des travailleurs, organisation politique et économique du prolétariat en parti de classe pour la conquête du pouvoir et la socialisation des moyens de production et d'échange, c'est-à-dire la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste ».

Cette formule, qu'un abîme profond sépare déjà des résolutions adoptées par les Congrès antérieurs (v. notamment l'ordre du jour voté par le Congrès de 1878), et qui pour une partie n'est que la survivance d'idées de jour en jour moins solides, nous semble devoir être encore modifiée et se borner par la suite, dans un avenir plus ou moins proche, à l'affirmation pure et simple du but poursuivi par le néo-collectivisme. Lorsque l'acceptation de ce programme minimum aura groupé dans une action commune et réuni dans un même idéal tous ceux qui, organisations ou individualités, auront répudié l'action révolutionnaire et la lutte des classes, principes aujourd'hui fortement contestés, la majorité sinon même la totalité des groupements coopératifs viendra prendre parmi les socialistes la place dont la prive à l'heure actuelle un formalisme étroit. Mais, à ce terme idéal et prochain où l'évolution sera complète dans la pensée du parti, ce ne seront point les coopératives qui seront venues au socialisme. Diminuant l'exigence de formules que la fuite du temps rend chaque jour moins exclusives, ce dernier descend peu à peu des hauteurs où l'avaient situé les utopies dangereuses et les axiomes mensongers pour n'englober bientôt que les seuls

partisans d'une substitution progressive de la propriété collective à la propriété individuelle¹. Ainsi, constatation commune à toutes les doctrines, l'ère des réalisations les transforme à ce point que seuls leur demeurent et leur nom et quelques symboles de ce qui fut leur incarnation première.

III. — L'adhésion aux principes fondamentaux du socialisme ne doit pas rester à l'état d'une manifestation platonique et se traduire par les banalités courantes, discours sonores ou phrases pompeuses. Les sociétés coopératives « sont obligées d'attribuer une subvention à la propagande socialiste », et la B. C. S., tout en déclarant que chaque organisation conserve toute initiative pour l'emploi des fonds affectés à cette propagande, en détermine ainsi qu'il suit le quantum : 1° versement de 0 fr. 05 par an et par sociétaire à la Bourse ; 2° versement de 0 fr. 10 par an et par sociétaire à la propagande socialiste².

Bien que ces mots « propagande socialiste » constituent, volontairement peut-être, une formule assez imprécise, il n'en est pas moins possible de donner des faits qui seront

1. Certains, ne semblant tenir aucun compte de cette évolution qui a changé et changera encore des formules autrefois considérées comme immuables, considèrent que l'adhésion aux principes actuellement professés par le collectivisme est la seule cause qui rende une coopérative socialiste. C'est ainsi que Bagnol s'exprimait de la façon suivante au premier Congrès de la Coopération Socialiste (Paris, 1900) : « Pour que la coopération soit socialiste, il est nécessaire d'adhérer tout d'abord à cette première formule, de se déclarer partisan de la lutte des classes, de l'entente internationale des travailleurs, de la socialisation des moyens de production et d'échange..... C'est seulement quand ce principe sera adopté en France que vous pourrez dire que nous avons créé la coopération socialiste ».

2. Au premier Congrès National et International de la Coopération Socialiste, Guillemain, secrétaire de la B. C. S., proposa d'affecter une somme beaucoup plus forte (50 p. 100 des bénéfices) : « Il s'agit maintenant de savoir de quelle façon les sociétés contribueront à l'extension du mouvement socialiste. Si, dans notre rapport, nous avons dit : 50 p. 100 à la propagande socialiste, ... nous pensons bien que la chose était un peu osée ; mais, comme il fallait demander quelque chose et que ça ne coûte pas plus pendant qu'on y est de demander beaucoup, nous avons demandé beaucoup ».

« faits de propagande », une énumération sinon limitative, du moins assez complète.

Tout d'abord, ce serait une erreur de croire que la société coopérative fût tenue de participer directement aux luttes politiques. « Il est bien entendu, dit le compte rendu du troisième Congrès de la Coopération Socialiste, que, lorsqu'on parle en coopération de propagande socialiste, il ne s'agit pas de pourvoir aux frais d'élection de tel ou tel citoyen, mais bien de répandre les écrits, journaux et brochures coopératifs et corporatifs, créer aux sièges des sociétés des bibliothèques, y organiser des conférences économiques, etc. »; et, dans la discussion qui s'éleva, au premier Congrès de la Coopération sur l'« entrée en lice des coopératives dans les luttes électorales », Delory, Louise Réville, Jaurès, s'en défendaient de la façon la plus formelle : « Il faut, disait Delory, que nous fassions de nos propres organisations ce que la bourgeoisie fait des siennes; il faut organiser le travail; il faut que les coopératives soient les champs dans lesquels le peupleensemencera et qui porteront une récolte de gros sous, et non les caisses où les divers partis iront chercher leurs munitions électorales ».

De même, en ses articles du *Bulletin de la B. C. S.*, Guillemain s'efforça de détruire la légende d'après laquelle les versements des sociétés devaient être employés à la propagande politique, avec d'autant plus d'énergie que le Comité de la rue Christine tentait de l'accréditer comme un argument sans réplique contre la coopération socialiste. C'est ainsi que, dans les numéros 30, 31, 43 de ce journal, il indiquait très nettement la manière de voir de la Bourse : « En constituant ce que nous avons appelé l'impôt social, nous avons voulu qu'une partie des trop-perçus distribués serve à quelque chose de durable et que cet argent soit employé à édifier des

œuvres, plutôt que d'être dépensé sottement, comme c'est l'habitude... Voudrait-on faire croire que le socialisme réside dans la simple question des luttes électorales? Allons donc! Si chaque citoyen a le droit et le devoir de s'intéresser au gouvernement de son pays et à la méthode suivie par ce dernier, il a le droit également de s'intéresser aux œuvres de transformation économique qui préparent la société¹ ». En effet, la lutte du socialisme sur le terrain politique et économique se poursuit par des organes différents qui doivent rester, et qui restent en fait, complètement étrangers les uns aux autres. Sans doute, il est impossible que, dans certains cas, les sociétés demeurent absolument neutres, mais elles ne sortiront de leur inertie que lorsque se trouvera menacée, sur un point quelconque, leur liberté d'action économique.

Ainsi restreinte au terrain économique, l'activité des sociétés coopératives constituant une propagande socialiste ne comprend pas, comme on pourrait le croire au premier abord, la totalité des faits par lesquels elles matérialiseront leur intention de réaliser économiquement les fins dernières du collectivisme. Celui-ci poursuit en effet, en vertu du principe de solidarité, beaucoup moins l'adoucissement de la condition de quelques-uns que l'amélioration du sort de tous; dès lors, seront seuls considérés comme faits de propagande socialiste les écrits, paroles, actes divers par lesquels la société coopérative manifestera sa volonté bien arrêtée d'employer dans un but d'utilité générale une certaine partie de ses bénéfices. Par suite, la réalisation des œuvres de solidarité intérieure ne sera jamais considérée comme une action sociale, accomplie dans l'intérêt de la collectivité, car de telles œuvres ne sont à proprement parler qu'« une large application des idées mutualistes, ayant les seuls associés pour bénéfi-

1. *Bulletin de la Bourse Nationale des Sociétés Coopératives de Consommation de France*, n° 43, novembre 1901.

ciaires ». De même, les versements effectués à une caisse de grévistes ne constitueront pas un « fait de propagande socialiste », car « très souvent les ouvriers se mettent en grève dans un atelier pour une augmentation de salaire, ce qui ne vise que des intérêts individuels » ; il n'en serait autrement que « si la grève était faite pour lutter contre l'exploiteur, contre un Schneider quelconque, qui veut tenir les ouvriers sous sa coupe et faire disparaître toute idée de liberté de conscience, de pensée... Alors, on a en vue la lutte socialiste¹ ».

En conséquence, on est généralement d'accord pour attribuer aux actes suivants le caractère de « faits de propagande socialiste » :

1° La souscription à un certain nombre d'exemplaires du *Bulletin de la Bourse des Coopératives Socialistes* ;

2° L'organisation de conférences et fêtes ayant un caractère nettement socialiste ;

3° La publication de brochures de vulgarisation, vendues à un prix modique et pouvant être répandues à des milliers d'exemplaires, démontrant les bienfaits de la coopération socialiste ;

4° La création de cercles d'études coopératives, « qui auront pour mission de former une pépinière de camarades militants, capables de créer, d'organiser, d'administrer, non seulement les coopératives de consommation, mais aussi les coopératives de production »² ;

5° L'organisation de voyages périodiques et excursions aux divers groupements coopératifs français et étrangers ;

6° La souscription à la *Caisse Nationale de solidarité*, fondée récemment, « dans laquelle seront centralisés les fonds destinés à relever les coopératives qui périclitent » ;

1. Discours d'Andrieux, dans la discussion qui s'éleva sur la validation des mandats, au deuxième Congrès Général (1900).

2. *Quatrième Congrès de la Coopération Socialiste*, Rapport de Béguin, p. 138.

7° La création d'œuvres d'éducation : universités populaires, bibliothèques, caisses des écoles, etc.... ;

8° La contribution à la création de sociétés de production qui seront propriété collective ; etc., etc.

Les sociétés jouissent d'ailleurs, en ce qui concerne l'affectation des cotisations, de la plus grande liberté, et ne sont même pas tenues d'apporter au Congrès où elles sollicitent leur admission, une preuve matérielle du versement à la propagande : « Il suffira, dit le Congrès socialiste de 1899, de faire la preuve morale qu'une société a versé à la propagande socialiste pour qu'elle soit admise dans le prochain Congrès ».

De cet exposé impartial et, croyons-nous, exact, des caractères de la coopération socialiste, il semble que l'on puisse déduire trois conséquences importantes :

1° Pour qu'une société de consommation soit socialiste, elle doit tendre directement à la réalisation des fins dernières du collectivisme, c'est-à-dire à la socialisation des moyens de production et d'échange ;

2° Les Congrès, interprètes fidèles de la pensée socialiste et de ses modifications continues, exigent d'elle, en outre, une adhésion formelle aux principes du parti (lutte de classe ; — entente internationale des travailleurs ; — avènement de la propriété sociale), principes qui, mettant sur le même rang certains des moyens préconisés et le but à atteindre, semblent devoir par la suite recevoir des changements aussi considérables que ceux qu'ils ont déjà subis, pour se borner en définitive à l'affirmation pure et simple de l'idéal désiré ;

3° La société doit enfin contribuer dans une certaine mesure à la propagande socialiste, c'est-à-dire à la diffusion des pensées fondamentales qui guident le collectivisme actuel, et cette exigence, que le cours du temps modifiera comme seront modifiées ces pensées elles-mêmes,

nous paraît devoir bientôt se réduire à ce point que sera socialiste toute société qui propagera indirectement, par les actes, les paroles et les écrits, cette idée que rien n'est absolu dans les modes actuels d'appropriation et qu'un devenir incessant tend à transformer la propriété individuelle.

Faisant abstraction de règles secondaires et passagères qu'impose seul un formalisme ridiculement exclusif, nous pouvons donc poser en principe qu'une seule condition nécessaire et suffisante est exigée des coopératives socialistes : elles doivent *tendre directement et indirectement à la réalisation des fins dernières du collectivisme, c'est-à-dire à la transformation de la propriété individuelle en propriété collective.*

Ayant ainsi dégagé de tout vocable révolutionnaire la notion de la coopération socialiste, nous devons maintenant, par une comparaison rapide, nous demander quelles différences exactes séparent à l'heure actuelle ces deux sœurs ennemies, filles toutes deux d'une même idée, la coopération rouge et la coopération jaune. Les pointes acerbes lancées de part et d'autre, le soin avec lequel le *Comité Central* et la *Bourse des Coopératives Socialistes*, parlements rivaux, délimitent leurs domaines respectifs, semblent devoir conduire à cette conséquence qu'une distance infranchissable tient les deux notions irrévocablement éloignées l'une de l'autre. Est-ce bien là l'expression de la réalité, et des faits certains, positifs, autorisent-ils cette séparation rigoureuse ? L'antinomie n'est-elle pas, au contraire, plus apparente que réelle, et l'examen impartial des textes, interprètes fidèles de la pensée coopérative, ne peut-il permettre de résoudre le conflit en une conciliation proche de la confusion absolue ?

Les statuts de l'*Union Coopérative des Sociétés Françaises de Consommation* exigent des sociétés adhérentes une double condition :

1. — Toute société qui voudra adhérer au Comité Central de l'Union Coopérative des Sociétés Françaises de Consommation devra justifier, par la production de ses statuts, qu'elle se conforme aux principes de la coopération, en répartissant ses bonis entre les consommateurs, au prorata de leur consommation,... (art. 2, § 2);

2. — Pour pourvoir aux dépenses qu'entraînent les travaux du Comité Central et la publication de son Bulletin, les sociétés adhérentes paieront une cotisation annuelle de 5 centimes par sociétaire, sans qu'en aucun cas le chiffre de la cotisation puisse dépasser 50 francs. (art. 12, § 1).

Si l'on compare la généralité de ces conditions aux exigences du parti socialiste, une conséquence s'impose. La notion de la coopération est entendue d'une façon infiniment plus large par le Comité de la rue Christine que par la Bourse Socialiste; celle-ci n'admet en effet que les organisations poursuivant un but économique nettement déterminé, celui-là au contraire entend grouper dans une action commune toutes les sociétés quelles qu'elles soient, sans distinction aucune de parti ou d'école, pourvu, et ceci n'est qu'une exigence toute naturelle, qu'elles appliquent pour le moins les purs principes coopératifs et répartissent entre leurs adhérents les trop-perçus constatés en fin d'exercice.

Ce n'est pas à dire pourtant, — et c'est sur ce point que les deux organisations, en apparence opposées, vont singulièrement se rapprocher — que le Comité Central, moteur principal de l'Union Coopérative et propagateur d'idées, n'aie pas de la coopération une notion particulière et ne professe pas sur ce point des théories qui lui soient propres. En effet, parmi les sociétés qui constituent en France la coopération de consommation, dont les unes prétendent être les sentinelles avancées du mouvement, alors que d'autres n'en sont que l'arrière-garde hésitante, le Comité Central entend conserver une position intermédiaire, et, protagoniste de la Coopération, ne poursuit rien

autre chose que la constitution d'un état de choses idéal, la *République Coopérative*.

Nombreux sont les documents qui reflètent cette doctrine, doctrine changeante d'ailleurs autant et plus peut-être que les théories collectivistes, et dont les modifications diverses, depuis la fondation de l'École de Nîmes, manifestent chez les néo-coopérateurs le souci constant et répété de se plier aux nécessités du moment et de suivre, sans la précéder, l'universelle évolution des choses. Il est donc facile, sans aller jusqu'à étudier sous ses aspects multiples et successifs une théorie qui semble n'avoir pas encore revêtu sa forme définitive, de découvrir l'idéal entrevu et le but poursuivi par ceux que des adversaires amoureux des classifications absolues baptisent, non sans une nuance de dédain, du nom de « coopérateurs bourgeois ».

L'Almanach de la Coopération Française pour l'année 1901 publia, sous le titre « Principes du Comité Central de l'Union Coopérative de France », une déclaration dont les termes, s'ils n'étaient pas expliqués par d'autres documents, ne seraient pas sans laisser planer sur la question qui nous occupe un mystère presque impénétrable :

« Depuis le jour où le Comité Central a été créé, ses membres ont compris que leur mission était de poursuivre le plus haut idéal de la Coopération.

« Pour l'atteindre, il faut que tous ceux qui cherchent sa réalisation soient pénétrés des plus hauts sentiments de justice, de vérité et de fraternité.

« Dans ces conditions, ce n'est pas la haine des classes qu'il faut prêcher — la haine est un dissolvant, — mais l'amour et la fusion des meilleurs éléments de toutes les classes — la solidarité est une force irrésistible.

« Que les travailleurs manuels et les travailleurs de la pensée s'unissent donc dans la Coopération pour réaliser l'objectif désiré : le règne de la justice, de la solidarité et de la vérité.

« Le jour où la coopération de consommation et la coopération de production, avec le développement de tous leurs principes, réuniront tous les bons citoyens, la révolution sociale sera faite non sur des ruines, mais sur des bases inébranlables ».

Si nous avons comme guide unique ces phrases qui pourraient servir de substrats aux doctrines les plus avancées, le « signe de la justice, de la solidarité et de la vérité » ne serait certes pas suffisant à lui seul pour fournir un aperçu même lointain du but poursuivi par les coopérateurs modernes. Des documents plus explicites permettent heureusement une vue plus nette de l'idéal désigné par ces mots de *République Coopérative* et des moyens employés pour arriver au règne de « la justice, de la vérité et de la solidarité ».

Si l'on cherche, avec M. Gide, à se représenter l'organisation de la société future, elle apparaît « sous l'aspect d'une multitude d'associations de toutes sortes et de toutes proportions, les unes immenses, les autres petites, et dont tous les hommes, en dehors de quelques sauvages, feront partie librement; — associations dans lesquelles les travailleurs toucheront l'intégralité du produit de leur travail parce qu'ils posséderont leurs instruments de production; — associations qui supprimeront les intermédiaires, parce qu'elles échangeront leurs produits directement entre elles; — associations qui ne mutileront pas l'individu, parce que l'initiative individuelle restera comme le ressort caché qui fera mouvoir chacune d'elles, mais qui protégeront au contraire l'individu contre les hasards de la vie par la solidarité; — associations enfin qui, sans supprimer cette émulation qui est indispensable au progrès, atténueront la concurrence et la lutte en supprimant la plupart des causes des conflits qui mettent aujourd'hui les hommes aux prises » ¹.

1. Ch. Gide, *La Coopération*, p. 75

Pour arriver à la réalisation de cet état de choses où la classe ouvrière occupera « dans l'ordre social la place à laquelle elle aspire et à laquelle elle a droit », ce n'est pas au concours, à l'action simultanée de la coopération de consommation et de production qu'il faut s'adresser ; cette dernière n'a d'autre résultat en effet, de par sa nature même, que de faciliter à un petit nombre d'ouvriers le moyen de s'élever au rang de patrons, et porte en elle une contradiction intime qui la force, sous peine de disparition, à conserver l'inégalité actuelle dans la répartition des produits du travail. La solution du problème doit être cherchée dans l'extension indéfinie de la mission émancipatrice des sociétés de consommation qui doivent, au terme de leur œuvre, terme lointain sans doute bien que l'avènement n'en paraisse pas moins certain à M. Gide, fonder avec leurs propres ressources des associations de production de plus en plus nombreuses. Lorsque les groupements de consommateurs, étendus à la totalité du pays, auront pris possession de l'universalité des moyens de production, et se trouveront ainsi propriétaires de l'outillage commercial, industriel et agricole, les véritables propriétaires seront en réalité les consommateurs ; or, les consommateurs ne sont autre chose que l'ensemble des habitants, que la collectivité. Ainsi sera, par le coopératisme — c'est du moins M. Gide qui l'affirme — réalisé le programme commun à toutes les écoles socialistes, la substitution de l'unité d'un capital collectif à la multiplicité concurrente des capitaux privés.

Il nous semble intéressant de rapprocher, de ces vues fort nettes sur l'État de l'avenir, la conception que se fait, de la société future, un collectiviste connu : « Généralisez ce type d'association (la société coopérative) et vous aurez une idée bien imparfaite, bien rudimentaire d'ailleurs, de ce que serait, ou plutôt de ce que pourrait être le régime socialiste. Certes, il serait profondément ridicule de pré-

tendre trouver l'image réduite du monde futur dans ces chétifs embryons, non encore sortis de la matrice capitaliste, qui les marque de son empreinte et leur fournit les moyens d'existence. Mais nous croyons que le meilleur moyen de concevoir, d'une manière tangible et concrète, le mode de production socialiste, c'est de prendre pour point de départ ses réalisations actuelles, si incomplètes qu'elles soient, d'éliminer, en pensée, toutes les survivances capitalistes qu'elles contiennent et de supposer — sur le modèle de nos grandes sociétés belges par exemple — une coopérative géante, ayant pour associés tous les citoyens d'un pays, ou d'une région plus ou moins vaste, possédant, comme propriété sociale, tout l'outillage productif, ou, du moins, l'outillage productif de toutes les grandes industries, et dans laquelle tous les membres, à la fois producteurs et consommateurs, donneraient leur travail, intellectuel ou manuel, éliraient, directement ou indirectement, leurs administrateurs ou leurs chefs de service, et produiraient toutes les utilités, toutes les valeurs d'usage, nécessaires à la satisfaction de leurs besoins¹ ».

Ces citations, prises au hasard chez les représentants les plus autorisés de l'une et l'autre écoles, sont à elles seules, nous semble-t-il, suffisamment probantes pour qu'un commentaire quelconque puisse être considéré comme superflu, et démontrent à notre avis d'une façon péremptoire l'identité absolue du but poursuivi par le collectivisme et le coopératisme. L'avenir tel que le conçoivent ces deux théories ne diffère en somme que par les mots qui le qualifient dans l'une et dans l'autre : ici propriété coopérative, là propriété collective. Des deux côtés on rêve l'abolition du salariat, la disparition du régime économique existant et son remplacement par une organisation nouvelle, meilleure sans doute au point de vue de la justice absolue,

1. E. Vandervelde, *Le Collectivisme et l'Evolution Industrielle*, p. 189.

mais qui n'est pas sans comporter dans l'application des difficultés considérables.

Tel n'est pas, il faut le reconnaître, l'avis de M. Gide, et deux différences essentielles établissent selon lui une séparation nette entre le collectivisme et le coopératisme.

Le coopératisme, dit-on tout d'abord, ne poursuit aucunement l'abolition de la propriété individuelle. « Nous ne voyons pas, dit M. Gide, la nécessité d'abolir la propriété individuelle, même pour les instruments de production, surtout, dirai-je, pour ceux-là. Nous voulons au contraire arriver à rendre l'ouvrier propriétaire de ses instruments de production. Il l'était autrefois, alors qu'on ne connaissait d'autre instrument de production que l'outil. Alors, il était un artisan indépendant, autonome ; il a cessé de l'être depuis que l'instrument de production est devenu la machine ; depuis lors, l'instrument de production, trop coûteux pour l'ouvrier, est devenu la propriété du capitaliste, et ainsi s'est consommé le divorce fatal entre le producteur et l'instrument de production. Et nous voudrions tout simplement que le divorce cessât et que l'ouvrier redevienne, non plus à lui seul, car il ne le pourrait plus, mais par l'association, co-propriétaire de ses instruments de production ¹ ».

La différence est bien superficielle et ne dépasse pas, à ce qu'il nous semble, les limites d'une simple différence d'appellation. Propriété collective et co-propriété coopérative sont deux mots absolument synonymes ; supposons en effet que la République Coopérative rêvée par M. Gide se trouve réalisée et qu'une vaste société de consommation réunisse les trente-huit millions de Français à la fois consommateurs et producteurs dans les usines de cette société gigantesque, nous ne voyons aucune différence à prétendre que l'actif social (c'est-à-dire l'actif de la société de con-

1. Ch. Gide, *op. cit.*, p. 67.

sommatum, propriétaire de tous les moyens de production) appartient à chaque sociétaire pour la trente-huit millionième partie, ou à dire que cet actif social leur est commun à tous, constitue une propriété collective.

« La seconde différence avec le collectivisme, continue M. Gide, c'est que nous nous défions un peu de la contrainte, des procédés coercitifs, qui seraient nécessaires pour le réaliser; nous admettons bien l'intervention de l'État — j'appartiens du moins, à la différence d'autres coopérateurs, à l'école qui admet l'intervention du législateur pour protéger les individus — mais nous ne croyons pas beaucoup à l'efficacité de la révolution ou même de la loi pour créer par voie d'autorité un ordre social nouveau. Nous avons un peu peur, je l'avoue, de toute grande machine dans laquelle nous serons tous engrenés, bon gré mal gré ». Ceci touche, en réalité, deux points différents, l'un concernant les voies et moyens préconisés par le collectivisme pour la réalisation de son but, l'autre l'organisation intime du régime une fois institué.

De la première de ces deux différences, nous ne dirons que peu de choses. Nous avons démontré, croyons-nous, au cours des chapitres précédents, que le collectivisme dans sa forme nouvelle s'éloigne considérablement de sa pureté primitive; les utopies catastrophiques, auxquelles le *Manifeste du Parti Communiste* accordait une part si considérable, ne sont plus aujourd'hui rêvées que par d'impénitents marxistes; les thèses de la concentration, de la lutte de classe, ont rejoint depuis quelques années au pays des chimères la loi d'airain chère à Lassalle et le néo-socialisme déclare, avec Bernstein, que « la plus violente des révolutions ne saurait que fort lentement modifier le niveau général de la grande majorité d'une nation ». Au contact dissolvant des réalités, le collectivisme a perdu l'imposante gravité d'une science souvent obscure; les expédients ont fait place aux dogmes de jour en jour

moins respectés et les palliatifs à l'action révolutionnaire. Le néo-socialisme est progressiste, il ne demande plus que des réformes possibles, et son attitude vis-à-vis de la coopération est une preuve manifeste qu'il espère beaucoup plus de l'évolution lente de toutes choses que de procédés extra-légaux.

Quant au point de savoir si, le régime collectiviste une fois institué, il sera besoin d'une contrainte quelconque exercée sur les individus, et si, par conséquent, on peut découvrir là une différence importante avec le coopératisme, organisation basée, dit-on, sur le concours des libres volontés, il est assez difficile de le dire. Bien que les théoriciens du collectivisme aient été jusqu'ici très réservés sur les formes nouvelles que revêtiront les rapports des hommes avec l'État, et se bornent le plus souvent à noter les tendances qui, dans la société actuelle, préparent et annoncent l'avènement de la société future, on peut déduire, de leurs brèves discussions à ce sujet, deux conclusions qui viennent singulièrement limiter l'impossibilité de réduire l'une à l'autre les deux doctrines.

C'est, tout d'abord, une formule chère aux marxistes, que le régime collectiviste, s'il administrera méticuleusement le travail, aura pour caractéristique essentielle la destruction de l'État en tant qu'État. « Les réformes immédiates qui peuvent, et qui doivent être réalisées, pour accroître les avantages et réduire les inconvénients de l'exploitation des services publics, ne sont évidemment que l'amorce et le point de départ de transformations bien plus profondes, dans l'organisation actuelle de l'État. Pacifiquement ou révolutionnairement, par une série de modifications insensibles ou d'éliminations plus ou moins brusques, les fonctions autoritaires de l'État iront décroissant, tandis que ses fonctions économiques prendront une importance toujours plus grande..... Tout fait prévoir qu'en dernière analyse, et malgré d'inévitables réactions, temporaires et

partielles, les conquêtes politiques du prolétariat, le développement de son organisation internationale, l'absorption plus ou moins complète, plus ou moins rapide, de la propriété capitaliste par la propriété collective, doivent avoir pour résultats d'éliminer les causes de guerre entre les hommes comme entre les nations, et, par conséquent, de réduire progressivement l'importance des institutions gouvernementales fondées sur la contrainte »¹. Mais n'y a-t-il pas à craindre, alors, que la contrainte vienne de l'administration au lieu de venir de l'État, et que, moins gouvernée, la cité collectiviste soit tellement plus administrée que l'autoritarisme actuel ne paraisse d'aucune façon en avoir été éliminé ? La même question, restée jusqu'alors, croyons-nous, sans réponse satisfaisante, peut se poser pour le coopératisme, à supposer qu'il dût se réaliser un jour ; l'un et l'autre de ces deux régimes nous paraissent soulever dans la pratique les mêmes difficultés d'application, à moins, et nous laissons MM. Gide et Vandervelde donner une réponse identique, que le mobile de l'intérêt privé disparu ne soit remplacé par une force supérieure, et que l'amour ne soit un jour le guide suprême dans les rapports humains.

Bien faibles dès lors nous paraissent les divergences entre le collectivisme et le coopératisme ; si, aux temps primitifs de son histoire, la première de ces deux doctrines se renfermait étroitement dans l'absolu de ses formules, elle s'est depuis singulièrement modifiée ; se rapprochant peu à peu de théories plus conciliantes avec l'ordre économique actuel, quoique aussi radicales au fond, elle semble devoir bientôt se confondre avec elles et l'époque n'est pas lointaine sans doute où l'on pourra « célébrer la réconciliation de ces deux frères, hier ennemis, le collectivisme et le coopératisme ».

1. E. Vandervelde, *Le Collectivisme et l'Evolution Industrielle*, p. 184.

Les tentatives d'entente qui ont eu lieu à maintes reprises entre les deux organisations représentant la coopération de consommation française, ont prouvé qu'une action commune était possible sur le terrain économique. Les dissentiments entre l'U. C. et la B. C. S. se peuvent, sur la plupart des points, réduire à peu de chose, et, si la Bourse consentait à adoucir l'intransigeance de ses revendications, la communauté de l'idéal entrevu entraînerait, sinon une fusion complète — ce qui ne nous paraît pas désirable, la coopération socialiste devant rester l'avant-garde du mouvement — du moins un accord permanent, dont les résultats ne pourraient manquer d'être heureux. Comme le disait spirituellement Anseele, au banquet de clôture du Congrès de 1900, qui avait pour un instant réuni les coopérateurs rouges et jaunes : « Quand on est père et mère, comme Gide ou Fitsch, d'une jeune fille modeste et pure qui est le Comité Central, et d'autre part, comme Bertrand, d'un gaillard solide et bien râblé, comme est le parti ouvrier socialiste belge, le mariage ne peut manquer de se conclure. La jeune fille timide et le fils aux cheveux rouges s'uniront, que les parents le veuillent ou non! »

Vu,

Le professeur, président de la thèse,

EDMOND VILLEY.

Vu,

Lè Doyen de la Faculté,

EDMOND VILLEY.

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Université de Cuen,

E. ZEVORT.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

K. Marx, *Le Capital*.

Bernstein, *Socialisme théorique et Socialdémocratie pratique*.

B. Malon, *Le Socialisme Intégral*.

E. Vandervelde, *Le Collectivisme et l'Évolution Industrielle*.

A.-E. Schaeffle, *La Quintessence du Socialisme*.

A. Millerand, *Le Socialisme Réformiste Français*.

L. Blum, *Les Congrès Ouvriers et Socialistes Français*.

C. Gide, *La Coopération*.

M. Lauzel, *Manuel du Coopérateur Socialiste*.

Congrès Généraux des Organisations Socialistes Françaises (1899, 1900, 1901). Rapports et Comptes rendus.

Congrès de la Coopération Socialiste (1900, 1901, 1902, 1903). Rapports et Comptes rendus.

Voir en outre la *Revue Socialiste*, le *Mouvement Socialiste*, et le *Bulletin de la Bourse Nationale des Sociétés Coopératives socialistes de Consommation de France*, passim.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE	I. — Le Collectivisme et l'Évolution Commerciale.	3
—	II. — Le Collectivisme et la Coopération	15
—	III. — La Coopération devant les Congrès ouvriers et socialistes français	47
—	IV. — La Coopération Socialiste	64

